Le 15 juin, place de la Concorde avec SOS-Racisme

Rouge

SKF-IVRY

Les flics de Fabius contre les travailleurs licenciés

p7

M 1578 N° 1163 6,50F | Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IVe Internationale) | 7 au 13 juin 1985

Reagan veut envahir le Nicaragua

L'heure de tous les dangers

APPEL

Nicaragua vigilance

Au moment où « Rouge » boucle, le « New York Times » révèle dans son édition du 4 juin que l'administration Reagan a mis au point un plan pour une invasion imminente du Nicaragua. Le commando sud, qui entraîne les armées du Salvador, du Honduras et du Costa-Rica serait chargé de l'opération. Le plan prévoit un bombardement pendant un mois, prélude à une occupation qui, selon les militaires américains, se réaliserait en deux semaines, soumettant à leur contrôle 60 % de la population. Cela permettrait à Reagan de choisir un nouveau gouvernement avec la contra.

Après le rejet par le Congrès, en avril dernier, de son programme d'aide aux contras, Reagan a riposté par un embargo économique. Il se prépare à prendre prétexte des incidents de frontière qui se multiplient, provoqués par les bandes armées entretenues par l'impérialisme, pour tenter de porter un coup fatal à la révolution nicaraguayenne.

A ceux qui ne prendraient pas au sérieux ces menaces, il faut rappeler que le Pentagone va engager 1 800 soldats américains à partir du 7 juin et jusqu'au 27 septembre, dans les manœuvres « Cabanas 85 » qui auront lieu au Honduras. A ces unités de corps spéciaux, familiarisées avec la région, il faut ajouter les 1 200 soldats US déjà stationnés au Honduras.

Derrière la révolution nicaraguayenne, c'est la lutte des peuples d'Amérique centrale qui est dans la ligne de mire de Reagan-la-guerre. En Amérique centrale se jouent aujourd'hui des enjeux décisifs dans la confrontation entre les droits des peuples et l'impérialisme. Reagan se prépare à intervenir. Nous devons tous être en état d'alerte, aux côtés de la révolution sandiniste, qui est un acquis pour tous les peuples du monde. La LCR en appelle à toutes les organisations ouvrières et démocratiques pour qu'elles organisent, dans l'unité la plus large, la vigilance et la riposte à cette agression imminente. Le peuple du Nicaragua se dresse pour défendre sa révolution. Ajoutons une ligne de défense aux siennes : la solidarité internationale.

Bureau politique de la LCR

OPHLM-PARIS
Echec à Dupuy de Méry

Embauché quasi clandestinement l'an dernier comme contractuel par l'Office public des HLM de la Ville de Paris (dont le patron est Jean Tibéri, bras droit parisien de Jacques Chirac), l'ex-sergent Joël Dupuy de Méry n'avait pas apprécié que la CFDT de l'Office consteste cette embauche irrégulière, et surtout révèle au personnel le passé public de l'ex-responsable national du Parti des forces nouvelles... Drapé dans les plis d'une indignation qu'il voulait vertueuse, Dupuy de Méry avait porté plainte pour diffamation contre le secrétaire de la CFDT de l'Office.

La 17e chambre du Tribunal correctionnel de Paris a rendu son verdict le 23 mai dernier, et relaxé la CFDT des poursuites engagées à l'encontre de son responsable par Dupuy de Méry... qui avait du mal, à l'audience, à cacher sa déception...

Une autre victoire contre les prétentions des anciens baroudeurs à croix celtique !

AGEN
Libération immédiate de Tahar !

Tahar Bouhouia, vingt-cinq ans, a été condamné par la Cour d'assises d'Agen, le 14 mai dernier, à cinq ans de prison pour « tentative de vol à main armée ». Un fait divers banal ? Pas tant que cela...

Jugez plutôt : fils de harki, jeune Beur de la « deuxième génération ». Tahar est arrivé en France à l'âge de deux ans puis après diverses pérégrinations, s'est installé avec sa famille à Villeneuve-sur-Lot. Il se révolte bientôt contre le racisme dont il est victime. C'est dans ce cadre qu'il sera amené en 1983 à commettre un braquage visant la recette d'un brocanteur qui n'aura aucun mal à s'enfuir compte tenu de l'inexpérience de Tahar et de ses compagnons.

Tahar, pour ce vol raté et sans conséquence, passera treize mois à la maison d'arrêt d'Agen « en préventive » avant d'obtenir sa mise en liberté sous contrôle judiciaire sous l'effet des mesures Badinter.

C'est alors que Tahar va chercher par tous les moyens la voie d'une réinsertion : création de l'association Mixture qui va regrouper quatre-vingt adhérents, pour la lutte contre le racisme et pour l'insertion des jeunes Beurs, volonté de lire, d'apprendre, de trouver un travail, de se sortir du cycle infernal dans lequel l'enferment ses origines, la *« marginalité de sa naissance »* comme il le dit lui-même.

L'avocat général puis les jurés, comme pour Toumi Djaidja en octobre dernier, ont frappé fort, détruisant d'un coup, d'un seul, toute la richesse de l'action et de la démonstration de Tahar de la possibilité d'une réinsertion pour les jeunes Beurs dans la société où ils sont nés et qui les rejette.

Un comité de soutien s'est contitué sur la région : une pétition circule. Son objectif : obtenir la libération de Tahar, le soutenir dans son action juridique.

« Ne me renvoyez pas d'où je viens, j'ai eu trop de mal à en sortir », disait Tahar aux jurés lors de son procès. Aidons-le tous à s'en sortir !

N.B. : adresser toute demande au Comité de soutien à Tahar Bouhouia, 41, rue de Bordeaux, 47300 Villeneuve-sur-Lot.

LA MEMOIRE COURTE
L'Humanité célèbre Jaruzelski

On n'a pas l'habitude de lésiner à *l'Humanité*. Les 3 et 4 juin, c'est deux pleines pages que l'organe central du PCF a offertes au général Jaruzelski. Il y présente les progrès de l'économie, le développement fulgurant des « syndicats », l'essor de l'autogestion et l'épanouissement de la démocratie. Il insiste : *« Des prisonniers politiques ? Nous ne voulons pas en avoir en Pologne. »* Mais il se garde bien d'en préciser le nombre. Au passage, il s'affirme *« entièrement d'accord »* avec la déclaration du PCF sur les droits de l'homme, publiée le 25 mai dernier — le PCF peut d'ailleurs en tirer une grande fierté !

Que *l'Humanité* ne parle pas du procès des trois militants de Solidarnosc — Bodgan Lis, Wladyslaw Frasyniuk et Adam Michnik — qui a repris le 3 juin à Gdansk, et où les accusés risquent jusqu'à cinq ans de prison pour avoir « appelé à faire grève », cela n'étonne pas dans ce contexte.

La dernière fois que *l'Humanité* offrait une pleine page à un premier secrétaire polonais, c'était à Gierek, en février 1980, qui présentait un bilan d'autosatisfaction totale sur les plans économique et financier ou encore sur celui des rapports du régime avec la classe ouvrière. Six mois plus tard, les travailleurs polonais étaient syndiqués à 90 % à Solidarnosc.

PARIS 19e
Les antiracistes en procès

La 17e chambre correctionnelle du Tribunal de Paris ne chôme pas. Son président, Cabié, a fort à faire avec les plaintes en diffamation qu'y accumule l'extrême droite contre les antiracistes de Paris.

Le 30 mai, c'étaient les représentants du « Collectif Alligre antiraciste » qui y étaient cités sur plainte de Le Pen et du Front national. Cabié rendra ses conclusions sur les questions de procédure soulevées par la défense le 14 juin.

Le 12 juin, c'est Roland Mérieux, président du MRAP 19e, qui est cité à comparaître sur plainte de Féron, maire du même arrondissement.

Ce sera l'occasion, comme le 30 mai, pour tous les antiracistes de Paris d'être présents lors de l'audience dès 13 h 30, et le soir à 18 h 30, place du Châtelet, à l'appel du MRAP-Paris et du comité de soutien 19e, dont la pétition est revêtue des signatures de représentants de toutes les organisations ouvrières et démocratiques du quartier (associations locales, PS, PC, extrême gauche, SNES, SNI, CFDT, etc.)

Sur l'objet même de la plainte de Féron, concernant son attitude au moment des provocations du Front national perpétrées sur les marchés de la place des Fêtes, les dimanche 27 janvier et 3 février. Attitude de *« neutralité de la mairie face aux extrêmes des deux bords »*, n'ayant sans doute pas remarqué un groupe de nervis d'extrême droite casqués et armés de bâtons, voulant *« faire respecter la liberté d'expression face au MRAP, au PC et aux amis de M. Krivine »*. (Dixit « Radio Le Pen »)

Il sera intéressant de voir comment Féron, qui aime à rappeler son passé de résistant, se justifiera en cette affaire d'avoir choisi le camp de M. Gaucher, responsable 19e du Front national, alias Goquillot, ancien collabo vychiste, contre Mérieux du MRAP. Il faudra bien que cet ancien P-DG de combat des usines Chausson, s'explique sur ses amitiés inavouables du CNIP, dont il est un des dirigeants, comme l'ancien OAS Pierre Sergent.

La mort d'Etienne Bolo

Etienne Bolo s'est suicidé dans le parking de l'université de Paris VIII où, depuis dix ans, ils travaillait comme enseignant vacataire.

Né en 1930, Etienne Bolo a milité très jeune au Parti communiste français. Il y est resté tant qu'il a cru que ce parti défendait une orientation révolutionnaire. La guerre d'Algérie et le vote des pouvoirs spéciaux par les députés communistes, la déstalinisation l'ont vite éclairé. Et comme pour lui l'action devait suivre les idées, ce fut la participation au réseau des « porteurs de valises ». Ce fut la prison, ce furent les tentatives d'évasion les plus audacieuses.

Depuis, Etienne n'avait jamais cessé de refuser la société, de combattre l'oppression, aussi bien en solidarité avec les peuples opprimés que dans la subversion de la pédagogie et des bonnes mœurs. Il restera le symbole d'une génération qui, depuis l'engagement aux côtés du FLN algérien, est restée en dehors des carrières et des succès — c'est ce que lui reprochent les bons esprits prêts à rappeler son « instabilité ». N'était-il pas accusé, faussement mais qu'importe, d'avoir incendié des pinèdes dans le midi ? Une seule réponse à ces commentaires sagaces : Bolo, à coup sûr, fait partie de l'innombrable cohorte des victimes d'une société qui broie les marginaux.

En rendant hommage à l'action de notre camarade, nous éprouvons un regret aussi : trop souvent, les militants et leurs organisations sont incapables de trouver les moyens d'accueillir ceux pour qui la voie de la lutte révolutionnaire passe par la révolte.

Au-delà du cas tragique d'Etienne Bolo, c'est le sort de tous les enseignants vacataires à l'université qui est en cause. Avant 1978, les gouvernements successifs avaient réalisé de confortables économies en recrutant des enseignants non titulaires, sous-payés, comme dans le reste de l'Education nationale. En 1978, Saunier-Seité décidait de procéder à la liquidation de ces personnels trop remuants et de précariser les assistants.

En novembre 1981, monsieur Savary s'engageait publiquement devant les parlementaires à *« aller jusqu'au bout »* d'un plan d'intégration *« pluri-annuel »* de trois ans pour tous les enseignants vacataires qui avaient exercé les mêmes fonctions que leurs collègues assitants sans le moindre statut. En 1982, quatre cents postes d'assistants étaient créés pour cette intégration.

Mais d'année en année, le nombre des postes s'est amoindri : il reste aujourd'hui près de quatre cents enseignants vacataires reconnus intégrables par le gouvernement pour le même travail que leur collègue pour 2 000 F par mois environ et qui n'ont plus aucun avenir : le ministère de l'Education nationale vient de décider en effet de ne plus créer de postes d'assistants pour leur intégration, les condamnant à un licenciement de fait, et en même temps, de recréer de nouvelles catégories de personnel à statut précaire ; celle des allocataires d'enseignement et de recherche. De vieilles recettes qui se traduiront par de nouveaux cas de désespoir à moins que la lutte ne s'organise.

D. B et J. T.

ABONNEMENT A DOMICILE	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	**450 F**	**500 F**
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	**160 F**	
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	**150 F**	**170 F**
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	**65 F**	**75 F**
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	**250 F**	**250 F**
Abonnements par avion : nous consulter		

Nom _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

Prénom _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

Adresse _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

Formule choisie _ _ _

Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél : 859 00 80

Rouge

- **Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)**
- **Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31**
- **Directeur de publication : Christian Lamotte**
- **Commission paritaire 63922**
- **Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)**

SYNDICATS

Sortir de l'enlisement

Le nombre des adhérents, les chiffres des cotisations, les scores aux élections professionnelles de la CGT et de la CFDT affichent globalement en baisse. Les progrès de FO – discutables, pour le moins – ne les rattrapent pas ! La moitié des travailleurs, selon un récent sondage, n'accorde plus aucune confiance à quelque syndicat que ce soit. Quatre ans de gouvernement de gauche ont démultiplié la crise du syndicalisme, ouvert ou approfondi de larges débats à l'intérieur de la CFDT, comme de la CGT.

Quelle ambiance ! Certains concluent même, désabusés ou cyniques : *« Si la droite revenait au gouvernement, les syndicats se réveilleraient au moins ! »* La crise du syndicalisme avait pourtant déjà fait des dégâts avant le 10 mai 1981, sous un régime de droite, justement. Le ras-le-bol grandissant des grèves de vingt-quatre heures sans lendemain en était l'un des signes courants. Les confédérations syndicales paraissaient déjà éviter, avec constance, l'épreuve de force indispensable à la mise en échec des attaques patronales et gouvernementales d'alors. Le retour des battus de mai 1981 ne changerait donc pas les termes du problème.

Mais, vous répondra-t-on, *« une simple journée d'action unitaire et interprofessionnelle aujourd'hui, serait plus efficace que ce qui se fait depuis quatre ans. C'est à dire rien ! »* Ce rien-là fait beaucoup, il est vrai, pour accélérer la crise des organisations syndicales. Les directions confédérales ont laissé faire lorsque le PS et le PCF appliquaient, hier, une politique inverse de celle qu'ils avaient promise.

Le PS se taille aujourd'hui le portrait d'un social-démocrate bon teint, le PCF s'affiche comme le dernier rempart de défense des travailleurs : la division et l'attentisme syndical perdurent. Les états-majors syndicaux plutôt favorables à la majorité gouvernementale la suivent... les adhérents ont dû taper sur la table pour les empêcher de signer l'accord sur la flexibilité ! La CGT, hostile à la politique du gouvernement, n'a ni le projet, ni les moyens d'organiser seule quelque affrontement que ce soit.

L'impasse paraît totale. Cet état de crise laisse les travailleurs à découvert devant les attaques tous azimuts d'une politique patronale qui fait système. Les coups sévères subis par des secteurs industriels, fiefs traditionnels du mouvement ouvrier, en sont l'aspect le plus visible. Le plan Besse, appliqué patiemment à Renault, complètera la liste noire des ravages dans la sidérurgie, les mines, la navale, la mécanique lourde. Pendant ce temps, les pratiques de la flexibilité du temps de travail et des salaires font tâche d'huile, dans de nombreuses entreprises, petites ou moyennes. Les nouvelles méthodes de travail, la multiplication des cercles de progrès ou de qualité sont à l'honneur. Elles visent aussi bien à intégrer le travailleur à la bonne marche de « son » entreprise, qu'à mettre les syndicats sur la touche.

Le tout s'applique dans l'ensemble des branches industrielles, de la sidérurgie à l'agro-alimentaire. Le rapport Dalle sur l'automobile déroulait avec méthode l'implacable logique du « modernisme » patronal : de la chasse aux sureffectifs à la copie du modèle d'organisation du travail japonais, flexibilité, adaptabilité et « qualité » à la clé.

Face à une telle politique qui vise, avec recherche, à diviser, atomiser, les réactions collectives des travailleurs, on cherche, en vain, les plans de riposte et de défense de l'ensemble de leurs mandants élaborés par les états-majors confédéraux.

Certains « penseurs » prônent plutôt le règlement des revendications ouvrières cas par cas, entreprise par entreprise. Cynisme, naïveté ou double jeu ?

D'autres feignent, un moment, de préparer une riposte généralisée, laissant de côté la question incontournable de l'unité d'action syndicale. Réalisant le problème... ils changent de sujet et proposent de « gérer autrement ».

Question gestion, le patronat n'a aucune intention de délaisser le modèle évoqué plus haut, au contraire. C'est donc sur son terrain que les directions syndicales tenteront de proposer des solutions du « moindre mal ». De concessions en concessions, les revendications passent à la trappe ; le syndicat perd son statut d'instrument de défense des travailleurs, ses traditions de remise en cause du système d'exploitation capitaliste !

Mais, objecteront certains, la diversification, la multiplication des catégories de travailleurs salariés aboutit à la quasi-impossibilité de réunir tout le monde dans l'action pour des revendications communes. Sacré tour de passe-passe, qui consiste simplement à faire prendre l'effet recherché de la politique patronale pour une réalité sans retour et pour la cause des difficultés de l'organisation syndicale à unir et rassembler les travailleurs.

Rien de neuf au fond, en ces derniers temps où souffle le vent d'un libéralisme séculaire de retour. Mais un vieux débat : l'amélioration des conditions de vie et de travail de chacun dépend-elle ou pas des garanties et des conquêtes collectives acquises par la lutte de tous, ensemble ?

La fondation des organisations syndicales de masse et de classe repose tout simplement sur une réponse affirmative à cette question-là ! L'apparition de l'ordinateur et de la biotechnologie n'y change rien ! Ou bien alors nos penseurs « modernistes » finiront par conclure que la différence entre exploiteurs et exploités s'efface aux rayons des progrès techniques.

Comme le montrent les débats ouverts dans la CFDT à l'approche du congrès de Bordeaux, de nombreuses forces dans le mouvement syndical pensent exactement l'inverse. Le dépassement de la crise du syndicalisme passe par leur renforcement.

Michel Morel

Le précédent congrès, à Metz, en 1982.

CFDT

Les enjeux d'un congrès

A Bordeaux, du 11 au 15 juin, la CFDT tient son 40e Congrès confédéral. Une échéance importante : quel poids auront les thèses « modernistes » qui rompent avec l'orientation passée de la centrale ? Un jalon aussi : quatre ans après le 10 mai, quelques mois avant les élections législatives de 1986, une orientation syndicale de lutte de classe s'affirmera-t-elle ?

A quel point la direction confédérale se verra-t-elle sanctionnée lors du congrès ? Cette question s'impose. Car le bilan, lui, ne fait aucun doute. Rappeler les ambitions claironnées par la commission exécutive il y a trois ans, à Metz, passe facilement pour du persiflage : *« La CFDT en voie de s'affirmer comme la première centrale syndicale »* ? *« Accepter de moduler la défense du pouvoir d'achat au nom de la priorité à l'emploi »* ? Cela sonne mal : le recul de la CFDT, tant en adhérents qu'en résultats électoraux, est patent. Les profits des entreprises, quant à eux, se sont rétablis au détriment des salaires comme des emplois.

Faut-il, pour autant, s'attendre à un vote sur le rapport d'activité donnant moins de 50 % des mandats à la direction sortante ? S'il s'agissait d'un véritable vote de quitus, portant sur le bilan de la pratique, le résultat ne ferait aucun doute. Mais à cause de sa portée symbolique, ce vote ne peut, actuellement, qu'être faussé, par le jeu de l'appareil de la confédération : de nombreux syndicats, sur les 2 500 de la centrale, seront absents lors du congrès, « représentés » par divers permanents décidés à voter de façon à *« limiter la crise de la CFDT »*.

Avoir le quitus

C'est justement pour calmer leurs inquiétudes qu'Edmond Maire a présenté, au CNC d'avril, le rapport de dernière heure *« Ce que veut la CFDT »*. Afin de pouvoir dire que *« la dérive droitière a été endiguée »*. Depuis, une dramatisation des votes sur le quitus peut aller bon train. Si les 50 % de pour ne sont pas dépassés, répète-t-on, la commission exécutive devrait démissionner, ouvrant une crise majeure. Et de nombreux responsables de syndicats en sont à calculer comment parvenir à un vote moins fort qu'à Metz, mais au-dessus des 50 %. Bref, entre 51 et 53 % par exemple, pour *« donner un avertissement sans aller trop loin »*.

Raisonnement absurde ! Un vote à 40 ou 45 % en faveur du quitus signifierait en effet tout simplement que le bureau national élu au congrès devrait désigner une nouvelle commission exécutive tenant compte de l'avis des syndicats. Ce serait une « crise » ? Sans doute. Mais certes pas plus forte que celle qui secoue de nombreux militants et syndicats. Cette « mise au net », de surcroît, aurait le mérite de rétablir une base de confiance beaucoup plus sûrement que le sondage répandu à l'heure actuelle. Cependant, même absurde, le fait est certain : la « dramatisation » du vote sur le quitus va éviter que le congrès aille au fond des choses. En même temps, l'opposition en train de se regrouper n'a pas eu le temps, les moyens et les occasions pour montrer ce que serait, en lien avec les diverses composantes de la confédération, une direction alternative.

Compter la droite

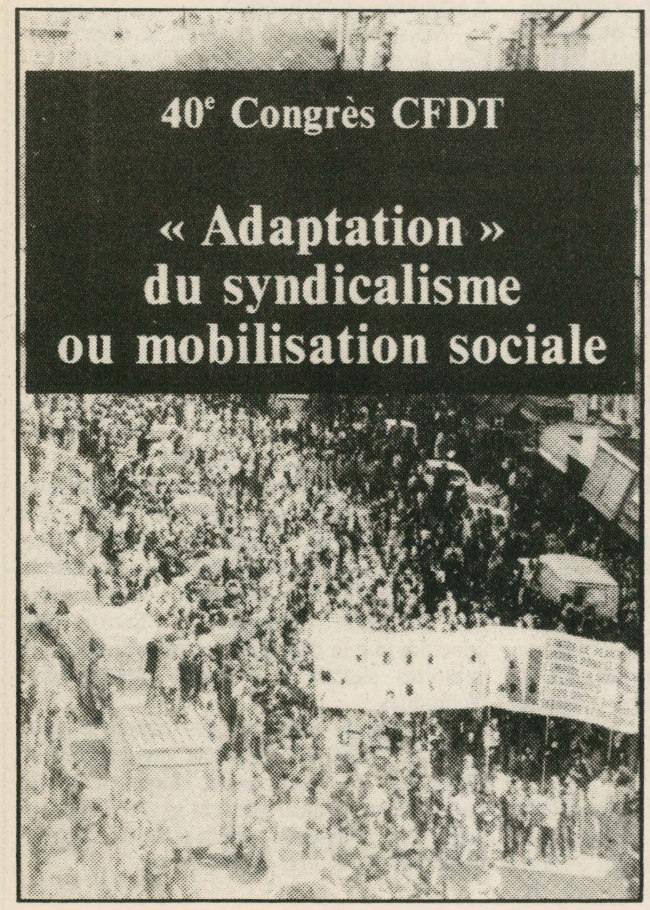
Une clarification plus nette sera apportée, en revanche, par le vote d'un amendement d'un syndicat de la FGA (Fédération générale de l'agro-alimentaire) : l'aile droitière va être ainsi amenée à se compter. Ce qui est en jeu, derrière des formules plus ou moins alambiquées, touche à une question essentielle. La négociation doit structurer la mobilisation, soutient cet amendement qui gomme le terme « revendication » et s'oppose au texte de la résolution qui, lui, réaffirme le lien indissociable entre revendication, mobilisation et négociation. Cela pourrait sembler une question de nuance, mais mérite qu'on s'y arrête.

Ce passage de la résolution n'est pas celui de l'avant-projet déposé par la commission exécutive. Celui-ci, comme le souhaite le syndicat de la FGA, « oubliait » la place de la revendication. Il a été corrigé : Jean Kaspar a été mis en minorité sur ce point par un amendement du Pays-de-Loire au CNC de janvier[1]. L'amendement qui sera voté au congrès s'oppose donc à une correction de gauche de la ligne confédérale ; il défend une idée centrale pour l'aile droitière, idée cruciale d'ailleurs aux yeux intéressés du patronat (voir ci-contre). Pour refuser de voir gommée la place de la revendication dans la pratique syndicale, gageons que les syndicats seront nombreux et l'aile droite réduite à peu.

Les autres amendements, malheureusement, n'auront pas la même fonction de clarification. Beaucoup semblent avoir été choisis en dépit du bon sens. Ils sont en fait soigneusement triés pour ne pas cristalliser les débats principaux. Font exception, cependant, un amen-

●●●

Vient de paraître



Sous les yeux intéressés du patronat

Une étude de la principale organisation du CNPF, l'UIMM (patronat de la métallurgie et des mines) était consacrée, en mars dernier, à « la CFDT à la veille de son 40e Congrès ». *On y trouve des indications qui soulignent, avec force, les enjeux du débat en cours.*

« En dépit des fortes résistances qu'il rencontre parmi les militants qui estiment que la CFDT doit affirmer, comme en 1970, la nécessité de rompre avec le système capitaliste, monsieur Edmond Maire et ses amis entendent poursuivre et approfondir le recentrage commencé en 1978 : après avoir (...) réhabilité la négociation, et après avoir, plus récemment, proclamé que la liberté d'entreprendre était une liberté fondamentale et que le socialisme démocratique devait être une économie de marché, M. Edmond Maire entend faire franchir une nouvelle étape à la CFDT : celle-ci doit "accorder une importance plus grande aux avancées contractuelles qu'aux avancées législatives". Assertion qui implique un changement profond d'attitude au sein des entreprises de la part de militants qui devraient donc rechercher sincèrement le compromis et prendre en compte des objectifs d'efficacité économique. »

Le même document note avec satisfaction les positions de Jean-Paul Jacquier parce que celui-ci « proclame que l'entreprise n'est pas un simple lieu d'exploitation ». *L'UIMM met, de même, en valeur l'évolution qui intéresse ces messieurs du CNPF :* « fruit d'un long travail de réflexion, et d'une longue maturation, la prise en compte des nécessaires mutations et des contraintes spécifiques des entreprises progresse parmi les membres de la direction confédérale ». *Bref, l'UIMM n'a qu'un regret :* « la transmission du message confédéral aux militants de base n'est pas aisée ».

Retenons, cependant, de tout cela que le congrès de la CFDT se déroule sous les yeux intéressés du patronat.

Sylvain Barbier

● ● ●

dement d'un syndicat des métaux de la région parisienne et un amendement du Syndical national travail-emploi (SNTE : ANPE et Inspection du travail). Le premier, qui se borne à enlever une phrase du texte, rejette l'idée d'une priorité aux « rapports contractuels » sur les acquis législatifs. A partir de l'expérience de syndicats du privé comportant de nombreuses PME, comment ne pas voir que la loi est particulièrement précieuse pour ceux qui n'ont pas de force vis-à-vis du patronat ?

L'amendement du SNTE souligne que les diverses formes d'emplois *« multiformes ou précaires* [sont] *une réponse patronale pour une sortie de crise à son profit ».* Ce syndicat s'oppose ainsi à la résolution qui veut voir dans ces formes d'emplois plus ou moins une affaire de « demandes individuelles ».

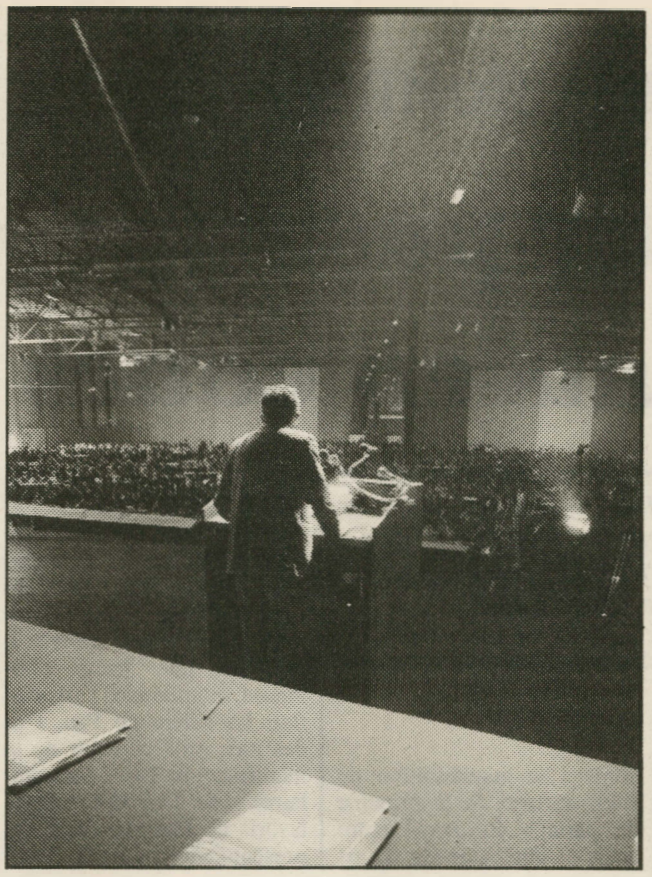
Même s'ils étaient majoritaires, ces deux amendements ne changeraient pas le sens général de la résolution. La direction confédérale a *tout fait pour se* donner l'apparence d'être dans une position d'« équilibre ». En réalité, elle se réduit à un exercice d'équilibrisme : une telle position ne tient que le temps d'un congrès.

Equilibrisme ?

On peut, certes, y voter que *« notre ambition est de construire une société socialiste autogestionnaire ».* Ce rajout de dernière heure est une concession à des syndicats, régions ou fédérations en train de devenir critiques... Mais ce rappel idéologique se trouve lui-même contredit dans les parties suivantes de la résolution. En effet, il n'y est pas une seule fois avancée la perspective de mobiliser la classe ouvrière, de construire la mobilisation autour de revendications unifiantes. Dès lors, on ne voit que trop ce qui l'emporte : la fonction de régulation de la lutte des classes, l'intégration du syndicalisme. Cela est d'autant plus inévitable que, telle qu'elle se présente à la veille du congrès, la future commission exécutive ne traduit pas un « rééquilibrage » à gauche mais une alliance d'Edmond Maire avec l'aile droitière.

Les échéances sociales et politiques

Dans ces conditions, la direction confédérale tourne le dos aux tâches syndicales aujourd'hui : enrayer les attaques patronales, se fixer le but d'un véritable plein emploi comportant les moyens politiques d'une sortie de la crise capitaliste. Ceci ne se trouve pas dans une quelconque « cohabitation », à l'horizon 1986, entre la droite et la gauche sous la houlette de Mitterrand. Que la droite l'emporte, et les coups vont redoubler contre les immigrés, contre les femmes, les jeunes, contre les droits syndicaux. Que le PS réussisse son pari des 30 % aux législatives et, avec moins d'attaques frontales, c'est un nouveau plan d'austérité, aggravé, qui se prépare, assorti d'une dévaluation du franc en avril 1986.



Dire la vérité aujourd'hui, prendre la mesure des attaques et des dangers, devrait conduire à une conclusion : faire de la CFDT un outil pour construire l'unité ouvrière. Pour se défendre, donner un coup d'arrêt à l'offensive bourgeoise, tracer de nouvelles perspectives sur la base de la mobilisation, de l'unité pour et dans l'action. La CGT pourrait difficilement s'y dérober, marquée par une crise sans précédent.

Cette voie, celle de la lutte de classe, la direction confédérale CFDT la refuse.

Une minorité pour un syndicalisme de classe et de masse

Telles sont les tâches qui incombent à la minorité CFDT. Sur certains amendements, sur le vote du contre-texte présenté par la fédération Hacuitex et environ deux cents syndicats, elle va prouver sa cohérence. Et sa force : un bon quart des mandats au congrès, ce n'est pas rien !

Cela dit, l'essentiel restera à faire : agir pour que la majorité de la CFDT reprenne, dans la pratique, une orientation de lutte de classe. C'est possible, à partir de propositions concrètes. Nombre de ceux qui s'interrogent et qui votent encore pour la direction sortante, faute de mieux, ne sont pas prêts à accepter de nouveaux renoncements et demeurent disponibles pour réaffirmer une CFDT de combat.

Alain Nazier et Pierre Rème

1. 560 mandats pour le texte Pays-de-Loire, 551 pour le maintien de l'avant-projet confédéral.

MARCHE DES CHOMEURS

Premier pas et débats en cours

Venus des quatre coins de France, les participants de la manifestation des chômeurs jeudi 30 mai à Paris n'avaient pas laissé de côté leurs différences, et les divergences qui traversent le mouvement des chômeurs.

L'orientation « officielle » du syndicat des chômeurs de Maurice Pagat était loin de faire l'unanimité des participants à la manifestation de jeudi dernier. Si le principe du partage du travail entre actifs et chômeurs est admis par tous, celui du partage des acquis salariaux, par contre, l'est beaucoup moins. *« On peut même arriver à diviser une famille dont l'un des membres est au chômage avec une revendication pareille »*, explique une jeune chômeuse, montée avec l'association La galère de Pau, l'un des plus gros cortèges de la manifestation. Les « contestataires » de l'un des thèmes favoris de Maurice Pagat représentaient environ la moitié du cortège. Ils regroupaient notamment les régions « grand Ouest » (Bretagne, Pays-de-Loire, Normandie...) et Sud-Ouest. *« Beaucoup de villes ne sont d'ailleurs pas venues à Paris. C'est une façon de marquer leur désaccord »*, note un militant.

Ces divergences sur les revendications se doublent d'oppositions quant à la forme d'organisation nationale des associations de chômeurs qui doivent être privilégiées. Le syndicat des chômeurs s'appuie essentiellement sur Paris. En province, les associations locales ont tendance à se regrouper en fédérations. Celles-ci ne sont pas systématiquement affiliées – loin de là – au syndicat. Elles sont regroupées au sein d'un comité national de coordination, dont l'assise est plus large que les forces du syndicat des chômeurs. *« Maison parisienne, syndicat, comité de coordination national, Pagat joue sur les ambiguïtés »*, conclut un militant.

La rencontre du château de Bay, en mars, avait provoqué quelques remous – largement montés en épingle par les médias – entre les différents courants. Les fractures apparues alors entre le syndicat des chômeurs de Maurice Pagat et plusieurs villes de province n'ont visiblement pas été réduites. Même si – le constat est significatif – les uns et les autres se retrouvent dans la manifesttion parisienne. *« Il n'est pas normal, ceci dit,* conclut un fédéraliste du Sud-Ouest, *que Maurice Pagat ait refusé de nous accorder la parole en fin de parcours, place de la Bastille. »*.

Tous ces obstacles cumulés expliquent en partie le succès relatif de la manifestation des chômeurs. Ils s'ajoutent aux difficultés de départ de l'organisation et de la mobilisation des sans-emplois. Les chômeurs accueillent avec intérêt la création des maisons qui sont les leurs. Ils ne s'investissent pas pour autant dans les activités militantes qui les accompagnent. Le cortège parisien de la manifestation de jeudi témoignait d'ailleurs de cette contradiction : il était plutôt maigre. Des centaines de sans-emplois se rendent pourtant quotidiennement à la maison des chômeurs de Paris.

« D'anciens militants syndicaux dans les entreprises, qui se retrouvent licenciés, au chômage, prennent leur distance vis-à-vis de toute forme de syndicalisme. C'est une double rupture », note un animateur de La galère. *Le lien est d'autant plus difficile à faire avec la reprise d'une activité militante au sein d'un syndicat des chômeurs en voie de construction »*. La division du mouvement ouvrier se retrouve de plus « en concentré » dans les associations. Les différentes familles de pensée qui se confrontent dans les usines et les bureaux s'y retrouvent. Ce n'est pas toujours facile. A l'extérieur, les organisations « établies » CGT, CFDT, FO, n'appréciaient guère, souvent, la création des associations de chômeurs. Le tout provoque quelques tensions.

« Tout prouve cependant, conclut un militant, *que de réelles possibilités existent pour construire un mouvement des chômeurs de masse. »* La manifestation du 30 mai posait, au grand jour, les problèmes à résoudre pour le construire. Tout autant qu'elle matérialisait ses premiers pas. Une nouvelle initiative de manifestation nationale trottait déjà dans la tête de nombreux participants le 30 mai : à l'image de celle inaugurée par les jeunes Beurs en décembre 1983.

Michel Morel

MESURES GOUVERNEMENTALES

La montagne accouche d'une souris

* Les chômeurs âgés de cinquante sept ans et demi verraient leurs indemnités alignées sur le minimum vieillesse : 2 500 F par mois (20 000 personnes environ sont concernées par cette mesure).

* Les TUC (travaux d'utilité collective) seraient accessibles aux jeunes âgés de moins de vingt-cinq ans, au lieu de moins de vingt et un ans aujourd'hui (160 000 jeunes sont visés par ce nouveau « débouché » professionnel).

* L'allocation de solidarité versée par l'Etat aux chômeurs qui pointent depuis plus d'un an à l'ANPE passerait de 1 300 F à 1 900 F par mois !

Tout cela ne donnera évidemment pas de quoi vivre aux trois catégories concernées par les mesures gouvernementales qui devraient être annoncées à la suite du conseil des ministres du 5 juin.

Quant aux chômeurs non indemnisés, dont le nombre est estimé à un million environ, rien de neuf pour eux ! La misère restera la misère. Ils se répartissent, selon les dernières estimations de l'UNEDIC, de la façon suivante : 270 000 n'ont pas demandé d'indemnisation ; 370 000 ont vu leur demande d'indemnisation rejetée ; 60 000 ont un dossier classé « sans suite » ; 95 000 sont en délai de carence, en attente d'indemnisation ; 170 000 ont épuisé leurs droits à l'indemnisation. Les jeunes de moins de vingt-cinq ans sont majoritaires dans les catégories concernées, les femmes sont les plus nombreuses.

La revendication des chômeurs, largement reprise à Paris le jeudi 30 mai : *« indemnisation égale aux deux tiers du SMIC pour tout travailleur privé d'emploi, comme promis en 1981 par le candidat Mitterrand »* reste à conquérir !

Michel Morel

Les limites de l'effet média

La manifestation des chômeurs du 30 mai était-elle un bide ou un premier pas ? La quasi-totalité de la presse et des chaînes de télé s'est empressée de parler d'échec. Echec de Maurice Pagat, qui avait annoncé 10 000 manifestants : ils étaient en fait deux ou trois mille. Echec plus général de la possibilité de mobiliser les chômeurs aujourd'hui.

Les médias, friands de l'effet Pagat, ébahis par le personnage, n'ont évidemment pas compris que les chômeurs, le mouvement social, ne réagissent pas comme eux. Créer de toute pièce une organisation des chômeurs, avec ses militants, ses locaux, ses traditions, ses capacités et ses moyens de mobilisation – financiers entre autres, car les voyages en bus pour aller à Paris coûtent cher – tout cela ne se réalise pas à la vitesse d'une interview d'un soir à la télé, ou d'une rencontre Tapie-Pagat organisée par *VSD*. Il aurait été plus qu'étonnant que tout... et le reste se construise en quelques mois.

La cinquantaine de cortèges, représentant autant de villes et de régions, regroupés dans la manifestation du 30 juin témoignent d'un début, d'un pas en avant dans l'organisation nationale et permanente des chômeurs. *« Je n'attendais pas plus,* remarquait un militant de province, *tel quel, de toute façon, c'est positif : pour la première fois, une manifestation nationale des chômeurs a lieu. »*

Bien des obstacles demeurent, des questions de taille restent à résoudre. Au sein du mouvement des chômeurs, (voir article ci-contre) comme vis-à-vis de l'ensemble du mouvement ouvrier, dont une bonne partie, la CGT, le PCF, FO... et le PCI, avait cartonné à coups redoublés l'initiative du 30 mai.

Organiser les chômeurs prend du temps, nécessite de l'acharnement militant. Cette recette-là n'est pas nouvelle. Elle reste plus sûre que tout « effet média ».

M. M.

HOPITAUX

Succès de la grève des «radios»

Plus de 70 % de grévistes dans les salles et une manifestation nationale de 4 000 personnes, à Paris. La journée nationale de grève appelée par la coordination des manipulateurs radios de Lyon (cf. « Rouge » n° 1160) a été un succès indiscutable. Les « radios » des hôpitaux étaient en grève car le ministère, pour cause d'austérité, veut supprimer des congés accordés pour compenser l'exposition journalière aux rayons.

La CGT, la CFDT et l'association des manipulateurs avaient pourtant appelé confidentiellement à cette initiative. Les fédérations syndicales se sont contentées de regarder ce que les travailleurs, unis dans leurs coordinations, étaient capables de faire. Elle ont vu ! Les hôpitaux où l'auto-organisation – par l'intermédiaire de délégués de salle élus à des coordinations locales ou régionales – était importante, la mobilisation était d'autant plus forte. Seule FO est restée à l'écart, malgré la mobilisation de beaucoup de ses militants.

Au nom du *« progrès technique dans la protection contre les rayons »*, le ministère s'est refusé à toute concession sur le fond. Il a renvoyé les modalités et les rythmes de suspension des congés « rayons » à des négociations, d'une part nationales, d'autre part, locales, au fur et à mesure de la mise en place de ces *« progrès techniques »*.

L'assemblée générale qui suivit la manifestation a accepté de continuer la négociation ; mais celle-ci devait aussi porter sur le maintien des congés. Cependant, les perspectives de mobilisation sont restées floues, à cause de l'inégalité de la mobilisation, de la dispersion géographique des personnels concernés, mais aussi de l'offensive de la fédération CGT qui agita l'épouvantail de la proximité des congés.

La grève reconductible a donc été repoussée, mais au profit d'une nouvelle grève nationale *« lorsque le ministère convoquera une séance de négociations »*. Une perspective qui redonne l'initiative au ministère dans l'éventuelle relance du conflit, ce qui ne peut que produire des flottements alors que le niveau de mobilisation demeure parfaitement correct pour continuer le harcèlement du ministère. Aussi, une perspective de grève au moment du débat à l'Assemblée nationale sur la modification du code de la santé a été également avancée.

La lutte continue et les « radios » ont aussi décidé la mise en place d'une nouvelle coordination nationale qui sera composée de deux délégués de salle par région, coordination qui sera animée par Rennes. Désormais dans les mains de cette coordination se trouve concentrée la possibilité de la reprise de la lutte à court terme pour ne pas essouffler le mouvement et ouvrir encore plus clairement le chemin de la lutte pour tous les secteurs menacés par les mêmes mesures en gestation.

Il est en tout cas clair que la lutte des radios est d'ores et déjà un exemple pour l'ensemble du secteur.

Correspondant

Rencontre-Forum
Organisée par l'Ecole émancipée
Samedi 8 juin, à 15 heures
Foyer des lycéennes,
10, rue du docteur Blanche, 75016 Paris
Avec la participation de P. Doumard, B. Charlot, F. Imbert, A. Seksig...

SKF-Ivry

Les flics de Fabius contre les travailleurs licenciés

Ivry quadrillée comme une ville occupée. Les flics s'en sont donnés à cœur joie : matraquages redoublés, tirs tendus au lance-patates... Le gouvernement a choisi de faire de SKF-Vitry un exemple : il est prêt à utiliser les mesures policières les plus extrêmes pour rayer de la carte une entreprise, suivre les ordres du patronat. Et du beau monde ! On trouve un Peugeot à la tête de SKF-France, Ceyrac (prédécesseur de Gattaz à la tête du CNPF) fait également partie du lot. De Talbot à SKF... mêmes méthodes, mêmes hommes !

En dix-huit mois de lutte à SKF, aucune solution n'a été proposée pour le maintien de l'emploi des travailleurs licenciés. Le cas n'est pas unique, c'est évident. Mais le choix de l'épreuve de force à Ivry par le gouvernement Fabius n'est évidemment pas un hasard. C'est précisément la recherche d'un affrontement, sanglant, avec le PCF comme avec la CGT, qui avait fait depuis des mois de SKF un test. Derrière l'exemple, ce sont tous les travailleurs qui sont visés. Voilà de quel bois nous pouvons nous chauffer, déclarent en quelque sorte ceux qui nous gouvernent.

La solidarité pleine et entière avec ceux de SKF ne réduit pas d'un millimètre les critiques que l'on doit adresser à la direction de la CGT et du PCF. Depuis des mois, c'est en dehors des travailleurs de l'usine que la lutte a été organisée. Avec des opérations spectacles sans effet, sans effort pour les associer à l'occupation de l'entreprise, pour ne pas parler de sa popularisation... Le vide a été fait autour des dirigeants officiels de la lutte, selon l'étiquette, les idées politiques ou syndicales, de ceux qui pouvaient émettre la moindre proposition ou critique. Plus d'un militant cégétiste ressentira un certain malaise en voyant l'effort de mobilisation autour de SKF aujourd'hui s'il se souvient du vide qui accueillit, entre autres, la mobilisation massive des sidérurgistes lorrains défilant à Paris l'an dernier. Il est bien tard.

Dans un communiqué de presse, dès mercredi, la LCR rappelait qu'elle *« se tient prête à répondre à toute proposition unitaire de mobilisation pour défendre l'emploi à SKF-Ivry et exiger l'arrêt de la répression contre les travailleurs licenciés »*.

Michel Morel

Editorial des feuilles d'entreprises

Contre le racisme du patronat et de la droite : tous à la Concorde le 15 juin !

Le dimanche 2 juin, Chirac a relancé la campagne raciste du haut de la tribune du congrès du RPR. Passant ouvertement sur les positions de Le Pen, il a repris les mêmes accusations : les immigrés seraient responsables du chômage ; ils voudraient *« saper la culture de la France »* !

Grâce à cette politique, le patronat compte élargir encore le champ des suppressions d'emplois pour son plus grand profit.

Et cette propagande n'est pas sans conséquences, encore plus dramatiques. Dans la foulée, les assassinats de travailleurs immigrés et de jeunes se sont développés ces dernières années.

Le racisme, comme la crise, ce n'est pas fatal !

La preuve en est que lorsque des entreprises sont menacées par les suppressions d'emplois, la mobilisation unie, Français-immigrés, se développe. Et la contre-offensive des antiracistes se consolide aussi depuis la marche des Beurs de 1983. Les deux millions de badges vendus par SOS-Racisme, les manifestations et les premiers débrayages de riposte aux assassinats racistes révèlent clairement que les jeunes, comme l'immense majorité des travailleurs, n'acceptent pas ce retour en force des idées haineuses de l'extrême droite.

Pas d'apartheid en France ! Droit de vote pour les travailleurs immigrés

Dans l'entreprise, en principe, les travailleurs immigrés ont les mêmes droits que les Français. Le mouvement ouvrier a depuis longtemps compris l'identité profonde des intérêts des travailleurs, quelles que soient les différences d'origine.

Mais alors que les immigrés paient des impôts, créent des richesses, le patronat voudrait les maintenir dans une situation de citoyens de seconde zone en continuant de leur refuser le droit de vote.

Faire reculer le racisme, porter un coup à toute cette propagande xénophobe et nationaliste, avancer dans l'unité et l'égalité de la population laborieuse, c'est lutter pour le droit de vote pour nos potes !

Voilà l'une des exigences décisives que doivent se fixer le mouvement actuel et toute la classe ouvrière.

Le 15 juin, tous à Paris à la Concorde !

SOS-Racisme organise un grand rassemblement national le 15 juin. Il marque ainsi un nouveau pas en avant de l'antiracisme. Toutes ces mobilisations dérangent les Le Pen, mais aussi les petits jeux politiciens que tentent le gouvernement et F. Mitterrand. Parce que c'est un coup porté à tous ceux qui voudraient que les travailleurs s'accommodent de la crise et de son cortège d'horreurs, il faut tout faire pour que le 15 juin soit un nouveau succès, une nouvelle démonstration de force de l'antiracisme.

L'unité des organisations qui défendent les travailleurs devrait aller de soi dans cette mobilisation.

L'unité, l'égalité des travailleurs, chacun d'entre nous y a intérêt parce qu'elles affaiblissent les coups du patronat.

Alors, partout, contribuons au succès du 15 juin à Paris, comme des rassemblements locaux et régionaux.

CINQ QUESTIONS SUR

Pourquoi l'embr

D'où vient l'éclatement confessionnel ?

La situation au Liban, tout comme la guerre civile qui y fait rage depuis dix ans, ne peuvent se comprendre indépendamment des rapports inter-confessionnels qui régissent le pays depuis son accession à l'indépendance en 1943. Parmi les dix-sept communautés recensées, quatre disposent d'un poids déterminant.

◆ **Les maronites.** C'est la plus importance communauté chrétienne du Liban. Avec l'aide des puissances occidentales, elle a conquis une place prépondérante sous le mandat français, entre 1920 et 1943. Sa forte concentration géographique, l'emprise sur la vie économique, sociale et politique, d'un certain nombre de grandes familles dont le pouvoir repose sur la possession de grands domaines terriens, ou encore la puissance de la hiérarchie religieuse, y ont largement contribué. Depuis 1936, les maronites sont politiquement structurés par le parti des Phalanges, fondé par Pierre Gemayel, sur le modèle des mouvements fascistes de l'entre-deux-guerres.

◆ **Les sunnites.** Les musulmans sunnites forment numériquement la troisième communauté du Liban. S'émiettant en une dizaine de grandes familles qui cultivent des relations de clientélisme, elle regroupe une partie de la grande bourgeoisie industrielle et commerçante. Cela explique les positions de pouvoir dont disposent ses représentants à la tête de l'Etat, dans l'administration ou le secteur privé.

◆ **Les druzes.** L'origine de cette secte issue d'une branche du chiisme remonte au X[e] siècle. Elle compense sa faiblesse numérique par une assez grande unité, une forte concentration territoriale et une grande capacité combative et militaire. La lutte en son sein entre les deux clans traditionnels, celui des Yazbaki et celui des Joumblatt, s'est soldée par l'hégémonie de ce dernier. Pour prolonger politiquement sa victoire, Kamal Joumblatt (assassiné en 1978 par les Syriens) fonda, en 1949, le Parti socialiste progressiste (PSP) qui devint tout à fois le parti des druzes et la figure de proue de la gauche libanaise.

◆ **Les chiites.** Ces « dissidents » de l'islam officiel occupent le sud de Beyrouth, le Sud-Liban et la Bekaa. Fraction la plus déshéritée de la population, elle est parfois qualifiée de « confession-classe ». A la veille de la guerre civile, 40 % des ouvriers d'industrie étaient chiites par exemple. Ce qui n'empêche pas l'existence de grandes familles semi-féodales au sud et d'une bourgeoisie agraire exportatrice, liée en particulier à l'émigration en Afrique. Depuis la fin des années soixante, cette communauté s'est regroupée autour du mouvement fondé par l'imam Moussa Sadr et présidé aujourd'hui par Nabih Berri : Amal (l'Espoir). Constituée pour contrer l'influence croissante de la gauche et de l'extrême gauche, cette formation a dû son succès à un programme propre à mobiliser la grande majorité des couches sociales chiites : droit d'accéder aux premières fonctions de l'Etat, aide au développement économique du Sud, défense de la religion contre les agressions, etc. □

Comment expliquer dix ans de guerre civile ?

C'est sur cette base que s'est développée la guerre civile, à partir du milieu des années soixante-dix. Pourtant, loin d'être un simple affrontement religieux, cette crise n'est que l'héritage de la colonisation depuis la fin du XIX[e] siècle. Pour garantir leur domination, les métropoles impérialistes mirent tout en œuvre pour régir la vie publique du pays du Cèdre par le confessionnalisme. Il est ainsi frappant, quarante ans après l'indépendance, que les communautés bénéficient toujours de l'autonomie législative et judiciaire en matière de mariages, de divorces, d'héritages, etc. Ce qui a pour effet d'aggraver les divisions et la fragmentation du pays.

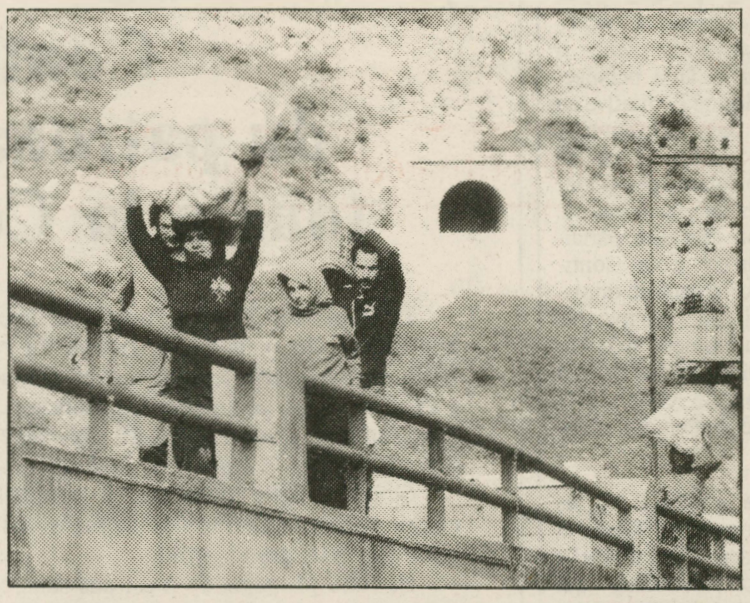
Reflet de cette situation, le *« Pacte national »* de 1943 constitua un compromis entre les grandes familles maronites et sunnites et légitima la mainmise des clans sur la vie du pays. Il consacra surtout la prédominance des maronites qui, dans la répartition des postes de l'Etat entre les communautés, se virent attribuer la présidence de la République – centre réel du pouvoir dans le système politique libanais – tandis que les chrétiens obtenaient systématiquement six sièges sur onze au Parlement.

Grâce à cet état de fait, l'impérialisme espérait demeurer maître du jeu. Ce fut le contraire qui advint. L'accord de 1943 se révéla rapidement caduc, les communautés musulmanes devenant majoritaires (70 % de la population). Au sein de ces dernières, la marginalité politique et sociale des chiites – qui représentent plus de 40 % des habitants – constitua vite un facteur d'instabilité profonde.

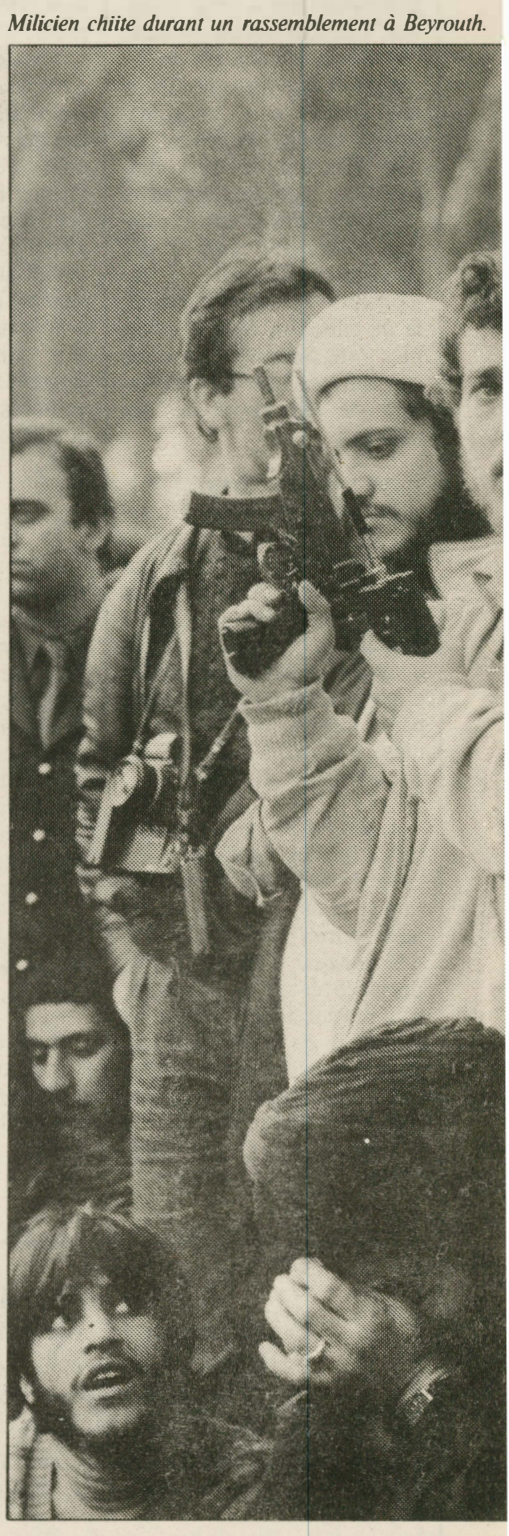
Au cours des années soixante-dix, avec la montée des luttes révolutionnaires dans le monde arabe et l'arrivée au Liban de centaines de milliers de Palestiniens, l'injustice du système rendit la situation explosive et les forces de la gauche libanaise gagnèrent en influence. Seules l'intervention des capitales occidentales et de l'Etat israélien, la volonté de toutes les oligarchies arabes de préserver le *statu quo* et l'incapacité des partis de gauche à offrir une alternative réelle au confessionnalisme – la plupart de ses composantes étant embourbées dans des fronts dominés par des clans ou des tendances bourgeoises – permirent finalement d'empêcher la dislocation pure et simple de l'Etat levantin. Mais ce fut au prix d'une guerre civile qui n'a pratiquement pas cessé depuis 1975, qui a fait des dizaines de milliers de victimes et a détruit le potentiel économique et industriel du Liban. On estime qu'il faudrait au moins cinq ans pour que le pays atteigne de nouveau son niveau de 1974, à condition que les combats cessent.

Cette cr
issue a ent
ces majeur
avivé le
droite phal
de ce resso
munauté m
elle a favo
permanente
phes. Celle
dont l'inte
décisive, e
l'essor de l
tance pales
raël ensuite
se résumer
sous la tute
rassé de la
soit la per
ment favor
Dès 1976,
installèrent
« ceinture
Liban. Pou
appointèrer
nes comm
Saad Hadd
trôle d'un
échappant
de Beyrout

Les chiites du Sud-Liban fuyant devant les exactions de Tsahal.



Milicien chiite durant un rassemblement à Beyrouth.



L'armée israélienne durant une opération de destruction d'un village au Sud-Liban.

E GUERRE DE DIX ANS

sement libanais ?

mais sans
conséquen-
part, elle a
nalisme, la
nt et abusant
ıder la com-
)'autre part,
nterventions
ats limitro-
rie d'abord,
nilitaire fut
our arrêter
de la résis-
Celles d'Is-
ratégie peut
un Etat fort
te et débar-
lestinienne,
l'un éclate-
manœuvres.
nts sionistes
ur propre
» au Sud-
quipèrent et
es chrétien-
le major
rent le con-
frontalière,
au contrôle

□

Quelles sont les causes de l'échec israélien ?

C'est dans ce contexte qu'intervint l'offensive israélienne de l'été 1982. Pour Jérusalem, soutenue par l'administration Reagan, il s'agissait de tirer profit de l'enlisement de la situation, en éliminant l'OLP de la majeure partie du territoire et en favorisant la reconstruction d'un appareil d'Etat à sa dévotion. Menahem Begin entendait pour cela s'appuyer sur la droite phalangiste. Cette tentative fut, dans un premier temps, couronnée de succès, avec le retrait palestinien de Beyrouth, l'accession d'Amine Gemayel — l'homme des Kataëb — à la présidence de la République et l'envoi au Liban de contingents américains, français et italiens, censés garantir cette paix israélo-américaine.

Mais ce laborieux édifice fut ruiné par Gemayel et ses amis qui entreprirent de « phalangiser » tout le Liban. La reconstruction de l'Etat et de l'armée se réalisa au seul profit des Phalanges, tandis que les exactions se multipliaient contre la population musulmane. Ce qui finit par provoquer le soulèvement des chiites et des druzes. Parallèlement, dans le sud du pays, la population — chiite pour l'essentiel — exaspérée par l'occupation de Tsahal, s'engageait dans un mouvement de résistance armée qui alourdit considérablement le coût humain et matériel de l'invasion israélienne.

Dans ce climat dégradé et sous la pression des Etats-Unis, Amine Gemayel commit la faute de signer l'accord du 17 mai 1983 avec Israël. Si l'Etat juif s'engageait à retirer toutes ses forces armées du Liban, il se voyait également reconnaître un droit de regard permanent sur les affaires du pays. De ce point de vue, le traité constituait une double provocation. Envers les forces musulmanes libanaises en premier lieu, puisqu'il consacrait implicitement la mainmise des phalangistes, grâce à l'appui de leurs protecteurs sionistes. Et envers la Syrie, pour laquelle, un tel accord représentait une véritable épée de Damoclès. Déjà entouré par l'Irak et la Jordanie hostiles, le régime de Damas entendait empêcher à tout prix qu'un Liban pro-américain ne boucle l'encerclement. Ainsi, l'accord du 17 mai 1983 agit comme un catalyseur de toutes les oppositions à Gemayel et détermina l'entrée en lice d'Hafez-el-Assad.

L'appui politique et militaire de la Syrie à l'opposition libanaise décida du sort du projet israélo-américain. L'armée libanaise vola en éclats sous le poids des divisions confessionnelles. Les milices chrétiennes subirent une lourde défaite, notamment à Beyrouth-Ouest, face à Amal devenu l'une des principales composantes de la vie politique libanaise. La « force multinationale » dut prestement rembarquer ses unités d'élite. Et Tsahal fut contrainte d'entamer un mouvement de retraite, non sans avoir, au préalable, conduit de brutales opérations répressives contre la population du Sud-Liban.

□

Pourquoi la tragédie palestinienne ?

Les massacres perpétrés par les miliciens d'Amal dans les camps palestiniens de Sabra, Chatila et Borj Barajneh sont sans doute l'aspect le plus poignant de la crise libanaise. Ils révèlent en effet la tragédie de tout un peuple, dont l'histoire est faite d'un double combat : contre l'oppression sioniste qui nie jusqu'à son droit à l'existence et contre les classes dirigeantes arabes. Aux pogroms israéliens — comme en 1948 à Deir Yassin ou Kafr Kassem — ont rapidement succédé les pogroms arabes, comme en 1970 en Jordanie ou en 1976, 1983, 1985, au Liban.

Telle est la manifestation éclatante du cynisme de tous les régimes arabes. D'emblée, ceux-ci se sont fait un drapeau de la cause palestinienne, afin de récupérer les aspirations nationales de leurs peuples. Mais dans le même temps, ils s'efforçaient de liquider toute expression indépendante d'un mouvement national palestinien dont la seule existence risque d'encourager le développement des luttes révolutionnaires au Proche-Orient.

L'impasse stratégique dans laquelle s'est enfoncée l'OLP n'a pas peu contribué aux tentatives de démantèlement de la résistance. Plutôt que de rechercher la jonction avec les avant-gardes révolutionnaires de la région, l'organisation palestinienne est allée de compromission en compromission, cherchant à s'insérer dans les *« processus de paix »* élaborés sous l'égide des régimes arabes pour mieux imposer une solution néo-coloniale au problème palestinien. Dernier exemple en date de cette tendance : les pourparlers entre l'OLP et la Jordanie, en vue d'aboutir à une fédération jordano-palestinienne conformément au plan Reagan de 1982.

Hafez-el-Hassad a pleinement profité de cette situation et de la bureaucratisation de l'OLP pour favoriser sa scission en 1983. Mais derrière les discours radicaux qui ont recouvert l'opération, la réalité du Front du salut — qui regroupe la majeure partie des opposants à Yasser Arafat — fait clairement apparaître son dessein profond. Il ne s'agit nullement de constituer une « OLP renouvelée », mais de disposer d'une formation-croupion, à la solde du régime baasiste.

La guerre des camps a, de ce point de vue, levé les derniers doutes. En lançant ses alliés à l'assaut des positions palestiniennes, le président syrien visait tout autant à faire capoter les pourparlers entre Hussein et Arafat qu'à liquider tout ce qui subsiste de l'infrastructure militaire de la résistance au Liban. La meilleure preuve en est qu'une partie du Front du salut, en prenant conscience, ait combattu, à Sabra et Chatila, aux côtés des éléments loyalistes de l'OLP.

Une nouvelle expérience amère dont la gauche libanaise, les combattants palestiniens ou les militants révolutionnaires arabes devront tirer les leçons.

□

Que cherche la Syrie au Liban ?

La défaite des capitales occidentales et de leur allié israélien ouvrit une nouvelle donne au Liban. Ayant contribué à l'effondrement du pouvoir phalangiste, la Syrie s'efforça de parachever sa victoire en réussissant là où ses adversaires de la veille avaient échoué : préserver le *statu quo* et démontrer, du même coup, son aptitude à garantir l'ordre impérialiste dans cette zone stratégique. Elle entendait, par ce moyen, conforter son statut de puissance régionale. Dès lors, l'action d'Hafez-el-Assad obéit à un principe fondamental : ne permettre à aucune force de s'imposer trop fortement sur les autres et encore moins de le faire sans son aval.

Damas joua ainsi sur plusieurs tableaux. Sur la base de l'échec des phalangistes, elle obtint la soumission du chef de l'Etat levantin, contraint d'en passer par ses conditions pour demeurer au pouvoir. Dans le même temps, elle freina les ardeurs revendicatives d'Amal et du PSP et les contraignit à entrer dans le cabinet « d'union nationale » formé en 1983, par le féodal sunnite, Rachid Karamé. Enfin, elle entreprit de mettre au pas toutes les forces susceptibles de contrecarrer ses projets. C'est dans ce but qu'elle lança ses alliés libanais à l'assaut des camps palestiniens et des positions contrôlées par les Mourabitouns (milices sunnites d'obédience nassérienne et liées à la Lybie).

Cette politique bénéficie aujourd'hui de divers soutiens, ouverts ou tacites. En échange de sa liberté d'action à ses frontières nord et de l'entretien d'une bande de mercenaires à son service, l'Etat hébreu reconnaît à Hafez-el-Assad un droit de tutelle sur le pays du Cèdre. A charge pour lui de parachever la liquidation militaire de la résistance palestinienne. Les récents allers-retours entre Damas et Jérusalem de l'émissaire américain, Richard Murphy, semblent prouver l'existence d'un tel accord implicite.

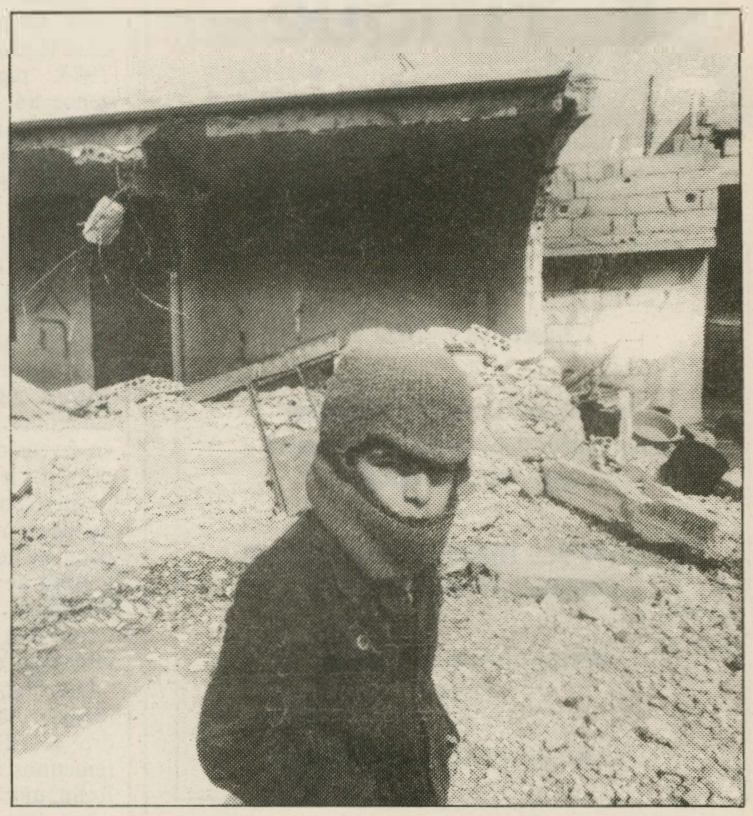
Au Liban même, les initiatives syriennes favorisent les intérêts des chiites d'Amal qui, en s'imposant comme la principale force militaire du pays, espèrent aboutir à un nouveau partage du pouvoir.

Reste que l'avenir demeure des plus incertains. Ni Israël, ni les Etats-Unis n'ont renoncé à leurs prétentions, Damas demeurant à leurs yeux, un allié peu fiable, en raison de ses liens avec l'URSS. Tôt ou tard, leurs intérêts se heurteront à ceux de l'Etat syrien. D'autant que les Kataëb et la bourgeoisie maronite s'accrochent à leurs privilèges. Le mouvement avorté de dissidence qui vient d'affecter le camp phalangiste en est l'indice, tout comme les combats qui ont abouti à une nouvelle partition de la capitale entre les secteurs chrétiens et musulmans de la capitale. De nouveau, on évoque la perspective d'un morcellement du Liban en « cantons confessionnels », projet qui a depuis longtemps les faveurs des dirigeants de Jérusalem. La virulente campagne orchestrée actuellement en Occident sur les « massacres des chrétiens », pourrait bien poser les jalons d'une telle solution.

A tous ces facteurs d'incertitude, il convient encore d'ajouter qu'au Sud-Liban, la résistance à l'occupation sioniste a favorisé l'apparition d'un courant chiite intégriste, influencé par Téhéran et qui conteste l'hégémonie d'Amal.

Christian Picquet

□



INTERVIEW
DE CARLOS BRAVO, COORDINATEUR NATIONAL DE LA FASTI

«Tous citoyens, avec les mêmes droits»

A Marseille, lors du week-end de la Pentecôte, s'est tenu le 10e Congrès de la FASTI sur le thème : « Dans la France de toutes les couleurs, tous citoyens avec les mêmes droits ». A cette occasion, nous avons rencontré Carlos Bravo, coordinateur national de la FASTI, qui a bien voulu répondre à nos questions.

□ A l'occasion de ce 10e Congrès, peux-tu nous rappeler ce que représente la FASTI aujourd'hui et le rôle qu'elle a pu jouer récemment ?

Nous rassemblons cent cinquante ASTI dans toute la France et leur action en tant qu'associations locales est très variée. La FASTI, plus généralement, se définit comme « groupe de pression » — car le problème de l'immigration n'est pris en charge ni par les partis, ni par les syndicats, de manière sérieuse — mais aussi comme force de proposition concrète. Nous ne voulons pas être seulement « critiques ».
Nos actions récentes les plus significatives ont eu lieu lors de la campagne pour la régularisation des sans-papiers et en faveur de la carte unique de dix ans qui a partiellement abouti.
Enfin, nous avons été, pour la France, le moteur de la campagne européenne pour l'égalité des droits en 1984, lors des élections.

□ Quel bilan avez-vous tiré de l'action gouvernementale en matière d'immigration ?

Nous n'en avons pas discuté de manière spécifique à ce congrès. Mais notre position n'a pas tellement changé : il y a eu du bon au début (le droit d'association ou la carte unique, encore qu'il y ait pas mal de limites sur l'application). Mais pour l'essentiel, le gouvernement a été incapable de porter un débat serein sur l'immigration et d'apporter des solutions concrètes face au racisme, de favoriser l'insertion des immigrés en leur accordant les mêmes droits que les nationaux. En voulant jouer sur les deux tableaux (insertion et répression), le gouvernement a surtout donné l'image de la répression. Il a totalement manqué de volonté politique.

□ Quels sont les axes essentiels d'intervention que vous avez définis lors du congrès ?

D'abord, nous pensons décisif de faire passer dans l'opinion publique la notion de citoyen, c'est-à-dire casser la logique du raisonnement « citoyen = national ». Aujourd'hui, cette logique est fausse. Que veut dire « immigré », « étranger », quand il s'agit de quelqu'un qui est installé en France depuis dix ou vingt ans, voire qui y est né ? Est-ce que cela a un sens de le tenir à l'écart de la vie politique et sociale ?
Certaines revendications que nous avons réaffirmées au congrès découlent de cette analyse : le droit de vote et d'éligibilité d'abord, le droit au séjour et le droit de vivre en famille.
Il est impossible d'accepter qu'un gouvernement qui prétend faciliter l'insertion des immigrés puisse mettre des blocages à ce droit. C'est totalement contradictoire avec la défense des droits de l'homme dont il se réclame. A moins que par « homme », il n'entende « national »...
Mais nous avons défini aussi d'autres axes centraux : la question des jeunes issus de l'immigration notamment, autour des problèmes graves qui se posent sur l'attitude de la police et de la justice à ce sujet. Le slogan de « justice dans la justice » des Beurs en 1983, repris par Convergence 84, est toujours d'actualité. Il ne fait pas bon être jeune aujourd'hui. Etre jeune *et* immigré, c'est un double handicap.
La FASTI s'engage dans une réflexion approfondie à ce sujet. Les jeunes sont pour beaucoup d'entre eux de nationalité française ; ils ont donc le droit de vote. Les actions engagées par le Collectif pour les droits civiques[1] en faveur de l'exercice de ce droit par les jeunes sont donc positives, mais à condition de ne pas en rester là. Il faut parallèlement se battre pour le droit de vote pour tous les immigrés, justement pour imposer la notion de citoyen prévalant sur la notion de nationalité. Sinon, c'est une logique d'acceptation du cadre actuel que nous, nous remettons en cause.
Enfin, une de nos préoccupations importantes, c'est la montée du racisme et de l'extrême droite. Son langage passe dans une partie de la population parce qu'il est simpliste et que la situation sociale est propice. Mais nous devons faire comprendre que l'extrême droite n'est pas seulement raciste. Elle est bien pire que cela. Elle s'attaque en réalité à beaucoup d'autres couches populaires et pas seulement aux immigrés.
Le fait que la presse et la plupart des partis présentent extrême droite et immigrés face à face empêche l'alliance entre l'immigration et les autres couches visées. Cela réduit de fait le front important qui devrait se constituer face au danger que représente l'extrême droite, y compris pour la démocratie.

□ Justement, à ce propos, que pensez-vous de SOS-Racisme ? Un éditorial de votre journal émettait de nombreuses réserves face au développement de ce mouvement. Pourtant, l'élargissement du mouvement antiraciste permet un meilleur rapport de forces pour les revendications d'égalité même si celles-ci ne sont pas directement posées dans un premier temps, non ?

On a eu en effet des discussions un peu contradictoires dans la FASTI au sujet de SOS-Racisme. Pour nous, c'est un mouvement d'opinion très important. Donc, ça nous intéresse. Ils ont su avoir un langage simple qui a permis de toucher des couches jeunes que nous n'avons pas les moyens de mobiliser. C'est très positif. Mais un mouvement de cette envergure, s'il reste dans le vague quant aux conséquences de la lutte antiraciste, sera limité dans le temps comme l'ont été les marches de 1983 et de 1984.
SOS doit au contraire préciser peu à peu ses positions et permettre, grâce à son impact dans la presse et dans les médias, l'expression des autres organisations ou associations qui sont plus avancées sur leurs prises de position et leurs réflexions.
Sinon, et c'est ce que j'ai voulu dire dans cet éditorial, ce peut être uniquement une forme de bonne conscience pour les porteurs du badge sans engagement réel et concret.

□ Mais ils ont pris position récemment pour le droit de vote...

Et c'était très positif. La déclaration de Harlem Désir à ce sujet a une grande importance. Il représente, avec son mouvement, une référence et a facilité la prise de conscience de tous ceux qui se sont mobilisés contre le racisme.

□ Les rapports entre la FASTI et SOS-Racisme ?

Au niveau national, jusqu'à vendredi dernier, aucun rapport. Nous nous sommes rencontrés à leur demande et nous leur avons fait part de tout ce que je viens de te dire, en gros.
Eux nous ont demandé d'appeler au 15 juin. Nous pensons que cette initiative est positive dans la situation actuelle. C'est une bonne démonstration de force. Mais nous jugerons aussi sur le contenu de leur discours prévu sur la situation en France.
Ils sont conscients d'une série de problèmes. A notre avis, ils doivent jouer un rôle pour l'expression de toutes les associations et ne pas essayer d'être le porte-parole de tout le monde mais au contraire favoriser la complémentarité entre tout ce qui existe et par là même la diversité de l'action.

□ Comment vois-tu la place de la FASTI par rapport aux développements actuels de la situation sur le terrain de l'antiracisme ?

La FASTI lutte avant tout pour l'égalité des droits en terme de mots d'ordre, de principe et de propositions concrètes. C'est cela, notre place specifique. Nous avons rédigé un document comprenant soixante propositions qui vont dans ce sens sur tous les aspects de l'immigration. Nous allons en particulier engager une action d'envergure en faveur du droit de vote. Nous en serons à l'initiative mais nous voulons que ce soit unitaire comme nous l'avons toujours fait dans le passé.

Propos recueillis par Hélène Viken

1. Cf. interview de *Sans frontière* dans *Rouge* n° 1160.

Vient de paraître

Critique Communiste
revue mensuelle de la Ligue Communiste Révolutionnaire
(section française de la IVe Internationale)
n° 42 juin 85 14 fr.

Sommaire

Guerre au racisme !

•

Une alliance travailleurs-patronat pour sauver l'économie européenne ?
Débat avec Jacques Mazier

•

LA LUTTE DES TRAVAILLEURS-PAYSANS CONTRE LE PRODUCTIVISME
Dossier

•

Mineur de fond en Pologne
Document

•

Kafka, miroir de Khrouchtchev

Construire une force anticapitaliste

Poursuivre l'effort

La fête LO-LCR, au sein de laquelle le forum sur l'alternative a rencontré un indéniable succès, ainsi que les débats qui se sont déroulés lors de la rencontre « Pour des pratiques alternatives » ont permis de poser avec force le problème de l'alternative nécessaire dans la situation actuelle.

Il n'est désormais plus possible d'éluder la question et ce n'est pas par hasard. Depuis plusieurs mois, nous avions déjà noté les premiers « frémissements » qui agitent les rangs de la gauche. Citons pour mémoire la révolte de la base syndicale contre les projets de flexibilité, le développement de courants oppositionnels dans les syndicats, les débats, sans précédent, qui agitent les rangs du PCF et, de façon moins spectaculaire, ceux du PS. Et cela sans parler de la remobilisation de certains secteurs autour de la lutte contre le racisme.

En résumé, dans une situation très mauvaise pour tout le mouvement ouvrier, il y a des clignotants qui ne trompent pas et qui indiquent qu'une fraction minoritaire mais significative de travailleurs est prête à se remobiliser et qu'une partie d'entre elle se préoccupe de trouver les chemins d'une alternative politique et organisationnelle face à l'attitude des grands partis de gauche.

Le produit d'une situation

Ce qui s'est passé pendant le week-end de la Pentecôte est le produit d'une situation politique qui, tout à la fois, accentue le désarroi parmi la grande masse des travailleurs, mais pousse une minorité à s'interroger sur les moyens d'arrêter ce gâchis. Ces milliers de militants qui s'interrogent viennent d'origines et d'expériences différentes. Beaucoup s'aperçoivent cependant qu'ils ont des objectifs communs et que, souvent, ils se retrouvent dans des actions communes pour l'emploi, contre le racisme, sur le nucléaire, dans le soutien au peuple kanak, etc.

Il y a là une force potentielle qui, pour devenir efficace, doit être unitaire et non cartellisée. Aucun groupe aujourd'hui ne peut avoir la prétention de créer à lui seul la dynamique de rassemblement que la situation exige si l'on veut redonner confiance aux travailleurs et développer les mobilisations indispensables. De tous les débats en cours il ressort que la situation demeure balbutiante, notamment au niveau des directions nationales de courants ou d'organisations. Les méfiances réciproques subsistent et, parfois, les clarifications politiques sont insuffisantes.

A la différence des Verts allemands, la direction des Verts français continue de se recroqueviller dans un superbe isolement, refusant toute collaboration avec l'extrême gauche. Ces exclusives sont aujourd'hui rejetées aussi bien par le PCML, une partie de la Fédération de la gauche alternative, des intellectuels regroupés dans le CINEL et le PSU.

Le PSU, qui vient de prendre ses distances avec le gouvernement et a vu son aile droite scissionner, devrait clarifier ses pespectives à l'occasion de sa conférence nationale des 22 et 23 juin. Mais déjà, lors de la fête LO-LCR, son secrétaire national, Jean-Claude Le Scornet, affirmait qu'il était partisan d'une alternative anticapitaliste large et sans exclusive, tout en pensant néanmoins qu'un tel objectif ne verrait pas le jour avant 1986.

Quant aux camarades de Lutte ouvrière, s'ils n'ont pas d'opposition de principe à aider à rassembler une force anticapitaliste, ils estiment qu'à l'étape actuelle, aucun courant significatif ne permet de réaliser un tel projet.

Sur le plan local, les obstacles sont moins importants. Et la perspective d'un pareil rassemblement apparaît souvent comme une nécessité pour bon nombre de syndicalistes, d'anciens militants du PCI, du PS ou de l'extrême gauche. Dans une quinzaine de villes, des rencontres, des débats, des regroupements commencent à s'opérer, sous des formes très différenciées. A Agen ou à Orléans, des collectifs regroupent plusieurs dizaines de militants politiques, syndicaux, antiracistes, écologistes, etc. A Clermont-Ferrand existent un regroupement proche de la FGA et un regroupement de syndicalistes qui seront amenés à travailler ensemble. A Hérouville-Saint-Clair s'est formé un regroupement permanent, autour de la liste d'un conseiller municipal, soutenu par la LCR et les Verts. Toutes ces expériences montrent que le grain est semé, même si, à l'étape actuelle, les formes d'expression de cette alternative demeurent diverses, à l'image des expériences de luttes locales. La bataille pour arriver à tisser un réseau national sera donc de longue haleine.

En 1986 et au-delà

Dans ce cadre, il faudrait être aveugle pour ne pas voir l'importance de l'échéance électorale de 1986, occasion pour ce courant unitaire de s'exprimer à travers des listes communes. Les législatives doivent tout à la fois être l'heure des bilans et un moment de préparation aux offensives prévisibles de la droite et de l'extrême droite après l'échéance électorale. Or, jusqu'à présent, le sectarisme des Verts risque d'hypothéquer la possibilité d'une large coalition électorale. Cependant, rien n'est encore joué et tout dépendra de la force et de l'unité des regroupements qui commencent à apparaître dans diverses régions.

A la veille des élections, c'est à chacun de prendre ses responsabilités. La position de la LCR est très claire. Il serait totalement irresponsable que les travailleurs aient à choisir entre plusieurs listes à la gauche du PCF et du PS. Nous sommes convaincus qu'une large coalition allant des Verts à l'extrême gauche pourrait créer une dynamique de regroupement et de mobilisation. Et s'il semble déjà évident qu'un accord soit possible avec nos camarades de Lutte ouvrière avec lesquels nous entretenons des rapports depuis de longues années, nous continuerons notre bataille pour regrouper, au niveau national comme au niveau local, toutes les forces anticapitalistes prêtes à s'inscrire dans une démarche de rassemblement.

Qu'il aboutisse ou non en 1986, qu'il n'aboutisse même que partiellement, la perspective pour laquelle nous nous battons ne verra le jour qu'à long terme. Car nous savons que pour aboutir, il faudra dépasser les cartels et associer au processus le maximum d'inorganisés, chaque organisation ou courant conservant son identité propre. Ce qui sera déterminant, c'est la volonté d'agir en commun partout où c'est possible, de débattre ensemble des perspectives, de dégager les premiers éléments d'une politique crédible de rupture avec le capitalisme. La nécessité de cette force unitaire découle donc d'une situation politique qui ne peut que s'aggraver après 1986. Elle tient compte de l'état du mouvement ouvrier et de l'urgence de sa régénération. Ce n'est pas nous qui nous lamenterons sur la perte d'audience du PCF et du PS. Mais le vide présent, que personne ne parvient à combler, ne peut que servir le patronat. Ne lui faisons pas un tel cadeau.

Alain Krivine

«RENCONTRES DES PRATIQUES ALTERNATIVES»

Le bilan des organisateurs

Durant le week-end de la Pentecôte s'est tenue à Paris une rencontre des « pratiques alternatives » (voir *Rouge* du 31 mai). Nous reproduisons ici le communiqué adopté par les organisateurs, à l'issue de cette réunion.

Le comité d'initiative des rencontres de pratiques alternatives des 25-26-27 mai 1985 tire les conclusions suivantes de la tenue des journées :

1) Vu le nombre de participants (six cents) et la nouveauté que constitue en elle-même la rencontre de sensibilités aussi différentes, le comité d'initiative estime que les trois jours sont un succès, bien que, inévitablement, nous ne soyons guère allés au-delà d'un premier abord des questions mises en débat. Cependant, certains ateliers ou forums ont déjà décidé de poursuivre leur travail thématique.

2) Le comité d'initiative décide de continuer d'exister pour organiser d'autres rencontres dans des conditions plus élaborées de préparation et de réflexion collectives.

3) Le comité d'initiative n'est pas un cartel. Il est composé d'individus qui n'engagent qu'eux-mêmes mais qui représentent chacun à sa façon des sensibilités ou des milieux impliqués dans des démarches ou des pratiques alternatives. Il est prêt à s'élargir à d'autres personnes qui y participeraient dans le même esprit. Il espère que des rencontres analogues, quelles que soient leur forme, puissent aussi se tenir localement et régionalement, comme cela est déjà prévu ici ou là.

4) Le comité d'initiative dont chaque participant a reconnu le respect mutuel des engagements pris par les parties prenantes, souhaite que ce climat de confiance et de loyauté se poursuive aussi bien dans son fonctionnement et ses initiatives ultérieures que dans le retentissement que ses actions auront dans l'opinion.

5) Par ailleurs, à l'occasion de telles rencontres, la question des échéances électorales de 1986 ne peut être exclue de notre champ de réflexion mais il n'est en aucun cas de la vocation du comité d'initiative ou de ces rencontres de gérer la construction d'alliances ou de listes pour cette occasion.

6) Cependant, le comité d'initiative considère que de telles rencontres peuvent contribuer à l'émergence d'une culture et d'une identité politiques nouvelles.

Le 27 mai 1985.

Pour le comité d'initiative,
Yves Cochet, Jacques Archimbaud,
Camille Granot.

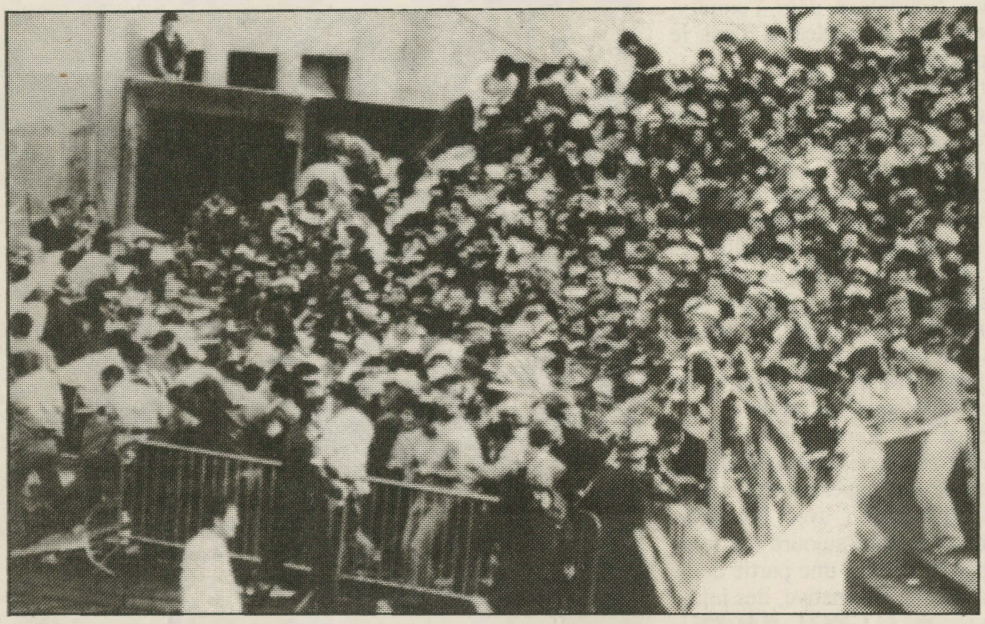
La barbarie à visage sportif

Trente-huit morts, le 29 mai, au stade du Heysel à Bruxelles. La compétition sportive s'est achevée dans la plus sordide des barbaries, mettant aux prises, dans un déchaînement de passions nationalistes, des hordes de supporters avinés. Dérapage ? Bavure ? Nullement. La tragédie de Bruxelles n'est que le produit d'une société malade, d'une société en décomposition.

La Coupe a débordé et versé dans l'horreur. Trop petite pour contenir toute la misère moderne. *« Honte et déshonneur »*, dit Margaret Thatcher. Faites excuse : *« Colère et révolte »*, d'abord, devant la décadence. Ce n'est pas une bombe anonyme qui a explosé au stade du Heysel, mais la folie collective de la régression vers la barbarie.

D'aucuns se plaisent à multiplier les explications. Bien sûr, le hasard a eu sa part. Oui, l'impression de faux billets a permis à des « tifosi » de se retrouver à une envergure des supporters de Liverpool. Assurément, la police belge a mal contrôlé l'accès au terrain et n'a pas su s'interposer. Certainement, l'alcool a tendu les nerfs. Et d'autres causes encore.

Mais, que démontre cette énumération sinon que la compétition a aiguisé des intérêts et des passions incontrôlables ? La tuerie de Bruxelles a pris la dimension d'un massacre. Mais elle succède à bien d'autres explosions sur les stades d'Angleterre et d'ailleurs. La compétition offre un exutoire trop commode pour être contesté : « contrôler », c'est la seule leçon que retiennent du match de Bruxelles les gouvernants et le lobby du foot.



Des intérêts particuliers

Il paraît donc que la sauvegarde de *« l'idéal sportif »* passerait par l'attribution de cars d'identification aux supporters, leur encadrement policier pendant tous les trajets jusqu'au stade, la fouille corporelle à l'entrée, le parquage par nationalité à l'intérieur, la surveillance par caméras, le renforcement des grilles de protection, et une présence policière massive. Rien que cela, pour garantir le déroulement de matches qu'on n'ose plus qualifier d'amicaux puisque les seuls qui ont le droit à ce qualificatif sont ceux qui n'ont pas d'enjeux !

Les officiels du sport et de la politique réagissent donc en défenseurs d'intérêts très particuliers. Intérêts financiers des joueurs (le salaire atteint les 12 000 F par semaine à Liverpool), des marques sportives, des annonceurs, des chaînes de télévision, des municipalités. Intérêts politiques, pour canaliser dans l'idôlatrie et dans le chauvinisme, fut-il de clocher, les frustrations sociales. Les championnats de foot n'offrent pas seulement un spectacle – dont le résultat se joue parfois dans les vestiaires, comme ce fut le cas à Bruxelles, selon la radio-télévision belge. Ils remplissent une double fonction commerciale et idéologique, que tentent de préserver ceux qui limitent leurs accusations aux « débordements » et leurs propositions au renforcement du contrôle.

La loi du « struggle for life »

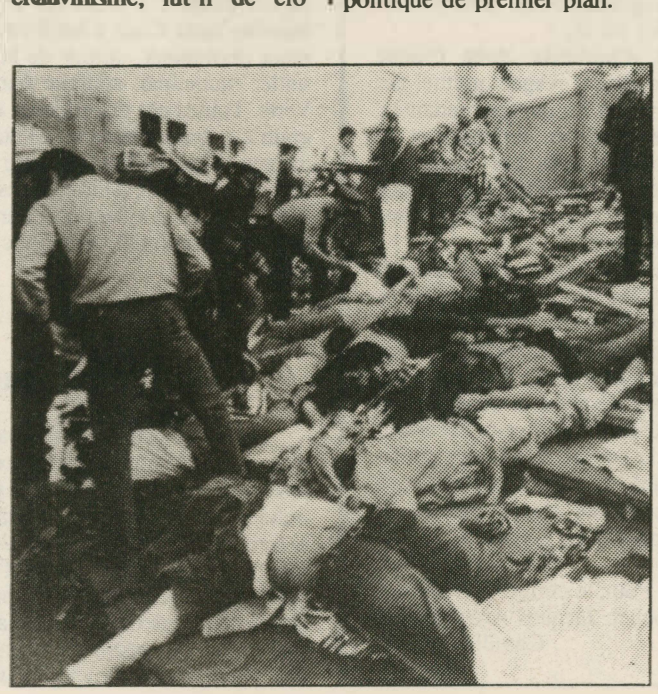
Ils ne limiteront pas en revanche la désagrégation sociale qui libère des énergies meurtrières. Sans doute, un individu est-il seul face à ses actes, même si le mouvement de la foule lui en cache les conséquences. Mais le «hooliganisme » n'est pas une verrue sur un corps de sportif. C'est un phénomène social. La crise produit la misère. La misère fabrique des désespérés. La loi du « struggle for life » est celle de la violence individuelle. C'est pourquoi le match de Heysel doit être saisi comme un événement politique de premier plan.

Madame Thatcher verse des larmes qui ont le goût du fer. Elle s'étouffe d'indignation, flétrit les clubs nationaux, et veut une législation d'exception pour les supporters. Qu'y peut-elle si Liverpool est une ville sinistrée ? Plus d'un habitant sur cinq y est chômeur, bien plus dans les quartiers populaires. Les docks et les usines à l'abandon laissent sur le carreau jusqu'à 80 % des jeunes, dont le sort le plus enviable est de travailler dans des TUC version anglaise pour 320 F par semaine

Les « hooligans » ont donc grandi avec la crise. C'est la génération sans futur : ni à Liverpool, ni ailleurs. C'est la jeunesse à qui Thatcher a enseigné, en pratique et en discours, la loi de la jungle. C'est le prolétariat de la misère à qui le mouvement ouvrier n'a pas ouvert de perspectives de lutte de classes. C'est un lumpen en formation, au cœur de l'Europe capitaliste.

Le drame du Heysel a donc révélé la violence contenue dans les développements de la crise qui ramène les sociétés capitalistes en deçà de la civilisation.

Nicolas Jeanson



Vu et revue

« Le portrait type du supporter violent est, aujourd'hui, celui d'un jeune au chômage provenant des milieux les plus défavorisés. Un jeune sans identité, en quête de personnalité, et qui tente de les trouver à travers le groupe et la violence. L'identification avec les joueurs de l'équipe qu'il soutient, par ce qu'on appelle un phénomène de transfert, ne lui suffit plus. Le football professionnel, géré aujourd'hui comme une quelconque entreprise commerciale, a rompu les liens qu'avait ce sport avec les milieux populaires. Naguère, tout le monde avait un membre de sa famille ou un ami qui jouait ou avait joué au club fanion de la ville. Aujourd'hui, les joueurs, achetés un peu partout, sont des idoles inacessibles. En fait, le football, la seule chose que ces jeunes avaient, leur échappe. Leur violence exprime aussi une volonté exacerbée de reprendre le contrôle du club. » *Ainsi s'exprimait le D'. Laite, professeur de sociologie à l'université de Manchester, dans* l'Humanité-Dimanche.

Dans le Monde *(2 et 3 juin), Agathe Logreat cite Keva Coombs, président travailliste du Conseil du comté de Liverpool, à propos de la fonction sociale du football :* « Le football est la plus importante "success story" à Liverpool. Nous avions deux grands clubs qui sont la fierté de la ville. Des familles entières sont concernées ; c'est un phénomène unificateur qui touche aujourd'hui toutes les classes sociales, des plus pauvres aux plus riches. Toutes les races, tous les âges. Jusqu'au match de Bruxelles, le foot, ici, était un phénomène positif. »

Sur les violences, Keva Coombs explique : « Les gens savent qu'ils ne trouveront jamais d'emploi. Il n'y en a pas ; il n'y en a plus. Et, pourtant, les gens survivent. Le foot les y aide. Mais la société, ici, est pourrie, et l'état d'esprit des matches en est le reflet parfait. Il ne faut pas chercher ailleurs les causes de la violence dans les stades. Il ne s'agit pas de bandes organisées, simplement de gens normaux, ordinairement gentils, et qui, un jour, tournent mal. »

N. J.

SOUSCRIPTION

2 500 000F pour 1986

Fédération 75	
BNP	1 130
PTT 10-17	650
SNCF Gare du Nord	420
Télécom nord	256,50
Enseignants nord	150
Impôts sud-est	972
EDF Paris	1 000
Jussieu	30
PTT-PLM	1 150
Commune de Paris	30
ORTF	1 465
Impôt est	14
Société générale	530
Presse	200
Assurance	630
Compagnie bancaire	200
Télécom sud	500
CAF	968
Sympathisants	50
Sarcelles	
Contrat mai	300
D.R INSEE	500
Le Mans	
Marcel	60
Argenteuil	
Catherine	200
Babeth	6,50
Pierrette	10
Jean-Louis	13,50
Le médecin toujours progressiste	636
Annie	100
Rouen	
JMS Instit	100
FS Instit	100
Prof lycée Quevilly	500
Bernadette	50
Francis	40
Pau	
Contrat militant	200
Divers	100
Tarbes	
Contrat militant (mars, avril, mai)	150
Contrat militant (avril, mai)	100
Fédé 78	
Un ancien de Renault	50
Catherine (contrat militant)	50
L.J	30
L.H Paris	150
Anonyme Tunisie	500
Lyon	
Noël	100
Alain	100
André (pour que resurgissent les luttes face au danger fasciste)	80
Nadia	50
Catherine (contrat militant)	50
Noël (contrat militant)	100
Alain (contrat militant)	100
Total de la semaine	**14 871,50 F**

DROITS DE L'HOMME

Les fausses notes du concert

Droits de l'homme et libertés. C'était le menu du « Carrefour » tenu les 30 et 31 mai à l'initiative du gouvernement.

Pour le gouvernement et le chef de l'Etat, c'était là l'occasion de renouer avec un cheval de bataille idéologique déjà enfourché par François Mitterrand au lendemain de son élection lorsqu'il se rendait au Panthéon. Autrement dit, parallèlement à la campagne sur le thème « nous sommes les amis des immigrés », pendant deux jours, seriner le refrain : « Les droits de l'homme, c'est nous ! »

Par un curieux raisonnement mathématique, le gouvernement prétend résoudre l'équation qui lui permettra d'avoir le meilleur rapport de forces pour 1986 et au-delà : puisque les droits de l'homme, ça n'est pas la droite (on a eu des années pour s'en rendre compte !), c'est donc que c'est nous, socialistes. Qui pourrait, en effet, prêter le titre de meilleur défenseur des droits de l'homme à un Parti communiste qui continue de s'identifier aux caricatures de socialisme que sont les pays de l'Est ? *L'Humanité* vient conforter cette image en publiant deux jours de suite une longue interview faire-valoir de Jaruzelski.

Pour frapper un peu plus l'imagination, Laurent Fabius a choisi cette occasion pour avancer, pour la première fois depuis mai 1981, l'idée de sanctions contre l'Afrique du Sud : *« Si dans un délai raisonnable, entre dix-huit mois et deux ans, des mesures précises ne sont pas prises par le régime sud-africain pour en finir avec ces pratiques, alors je pense que non seulement la France ne pourra pas continuer ses investissements, mais qu'elle devra marquer un coup d'arrêt. »*

Ce que Fabius ne dit pas, c'est pourquoi de telles mesures n'ont pas été prises après le « délai raisonnable » qui s'est écoulé depuis ce jour de novembre 1981 où Lionel Jospin réclamait au nom du Parti socialiste l'arrêt des investissements français au pays de l'apartheid. Durant cette période où le régime raciste n'a cessé de déchaîner sa sauvage répression contre le peuple noir, multipliant les massacres (plus de six cents morts pour les neuf derniers mois), le commerce franco-sud-africain a prospéré. Cela au mépris des droits des hommes et femmes noirs d'Afrique du Sud, mais au plus grand bénéfice des capitalistes des deux pays.

On pourrait y ajouter le soutien indéfectible apporté par l'actuel gouvernement au régime sanguinaire du Maroc, avec qui Fabius se félicitait de *« l'excellence des relations bilatérales »*, ce qui a dû consoler les prisonniers politiques qui sont toujours en grève de la faim. On n'aurait crainte d'oublier l'appui aux grands démocrates que sont Hissène Habré, Omar Bongo ou le dictateur togolais Edayéma, les bonnes relations avec le bourreau du peuple de Corée du Sud, Chun Doo Hwan. Les centaines de milliers de morts que provoque la guerre Iran-Irak sont sans doute transfigurés par le fait qu'ils sont victimes d'armes authentiquement démocratiques. Oubliés les Basques extradés. Oubliée la Turquie des généraux. L'appel serait incomplet sans le droit du peuple kanak et de ceux des autres colonies françaises à disposer d'eux-mêmes, que le gouvernement Fabius persiste à fouler aux pieds. La devise élyséenne est bien de défendre les droits de l'homme lorsqu'ils n'entament pas les prérogatives du capitalisme français.

Jean-Jacques Laredo

GRECE

Victoire du PASOK

Avec 161 sièges sur 300, le PASOK disposera de la majorité absolue dans le nouveau parlement grec. La droite enregistre un échec cuisant devant les partis ouvriers qui totalisent près de 58 % des suffrages exprimés.

« La droite, on sait ce que c'est », ce slogan, répété des milliers de fois durant la campagne électorale, a finalement fait la différence, dans les urnes, le week-end dernier en Grèce. Le réflexe antidroite dans un pays qui garde en mémoire la guerre civile et la dictature des colonels de l'OTAN (entre 1967 et 1974) a pleinement joué et suffit à expliquer l'ampleur de la victoire du Parti socialiste pan-hellénique du Premier ministre, Andreas Papandreou.

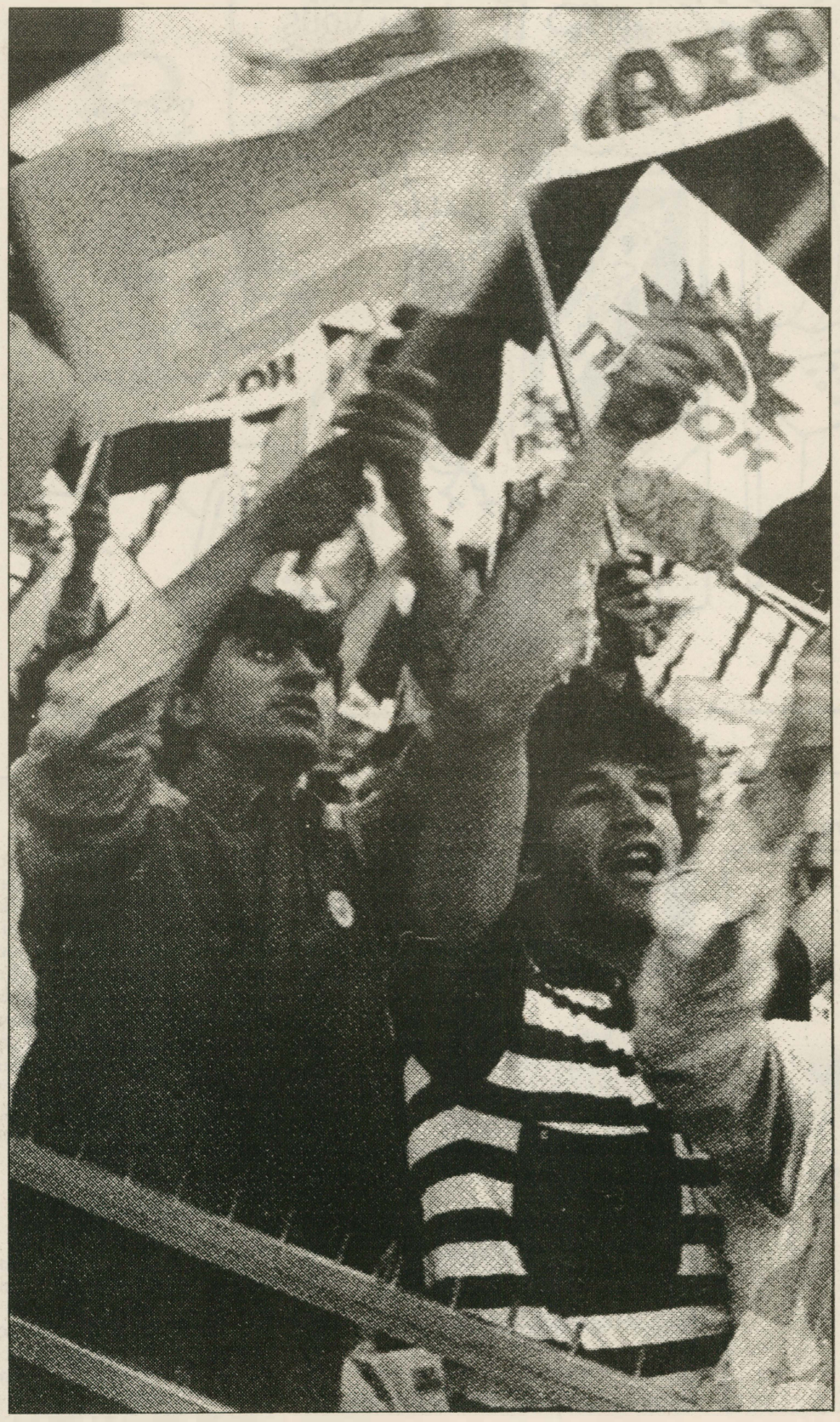
La droite, regroupée sous la bannière de la « Nouvelle démocratie » et de son leader Constantin Mitsotakis échoue ainsi dans sa tentative de reconquête du pouvoir. On la donnait dans un mouchoir avec le PASOK ; elle est en fait très largement distancée.

Pourtant, le bilan de trois ans et demi de gestion socialiste ne l'a pas desservie, bien au contraire. Mais l'affirmation d'un programme brutal de revanche sociale, l'alignement de ses dirigeants sur les positions de l'impérialisme nord-américain ont ruiné ses espoirs. La guerre des chefs entre Mitsotakis et Caramanlis, l'ancien président de la République, a également contribué à rendre peu crédible cette droite avant tout revancharde. Ce que soulignait encore, à la veille du scrutin, la menace de la « Nouvelle démocratie » de démissionner le président de la République élu par le PASOK le 9 mars dernier, le juge Kristos Sartzetakis qui jouit d'un respect unanime en raison de son rôle dans l'affaire Lambrakis, portée à l'écran par Costa-Gavras dans *Z*.

A gauche, le PASOK a su bénéficier de la mobilisation antidroite et d'un manque patent de crédibilité du PC, incapable de concrétiser au plan politique son activisme syndical.

Mais au-delà de la célébration d'une victoire qui a recréé l'espace d'une nuit l'ambiance de 1981 dans les rues d'Athènes, les problèmes restent entiers. Celui du chômge et de l'austérité en tout premier lieu dans les centres urbains où le PASOK est en net recul. Dans les campagnes, ou les mesures gouvernementales, d'une part, les retombées de l'entrée de la Grèce dans le Marché commun, d'autre part, ont contribué dans l'immédiat à améliorer le sort des paysans, mais avec la perspective menaçante d'une « modernisation », d'une rentabilisation capitaliste, particulièrement coûteuse sur le plan social. Celui enfin de la présence militaire étrangère, devant laquelle A. Papandreou a déjà reculé une première fois tout en jurant qu'il fermerait les bases américaines d'ici 1988. C'est sur l'ensemble de ces terrains que le PASOK va devoir maintenant gérer sa victoire électorale dont l'ampleur même risque de lui poser problème si les masses s'en emparent pour exiger un changement dont elles n'ont pas vu le début d'un commencement depuis trois ans et demi.

J.-L. M.



Les résultats

☆ Le PASOK obtient 161 sièges sur 300 avec 45,82 % des suffrages exprimés. Il ne perd que 2 % en voix par rapport à son triomphe de 1981 et disposera de la majorité absolue au Parlement grec où il détenait 172 sièges.

☆ La Nouvelle démocratie obtient quant à elle 125 sièges avec 40,44 % des suffrages. La droite progresse ainsi de près de 5 points par rapport à son effondrement de 1981 (35,87 %) mais ne retrouve pas son score des européennes qui lui laissait espérer un meilleur résultat.

☆ Le PC dit de l'extérieur (en raison de son allégeance à Moscou) garde les 13 sièges dont il disposait avec l'assemblée sortante. Il recule cependant en voix avec 9,89 % contre 10,93 % en 1981.

☆ Le PC dit de l'intérieur (eurocommuniste) fait son entrée au parlement grec avec un seul siège mais lui aussi recule en voix avec 1,34 % contre 1,84 % en 1981 (la loi électorale en vigueur à l'époque le privait de toute représentation).

NOUVELLE-CALEDONIE

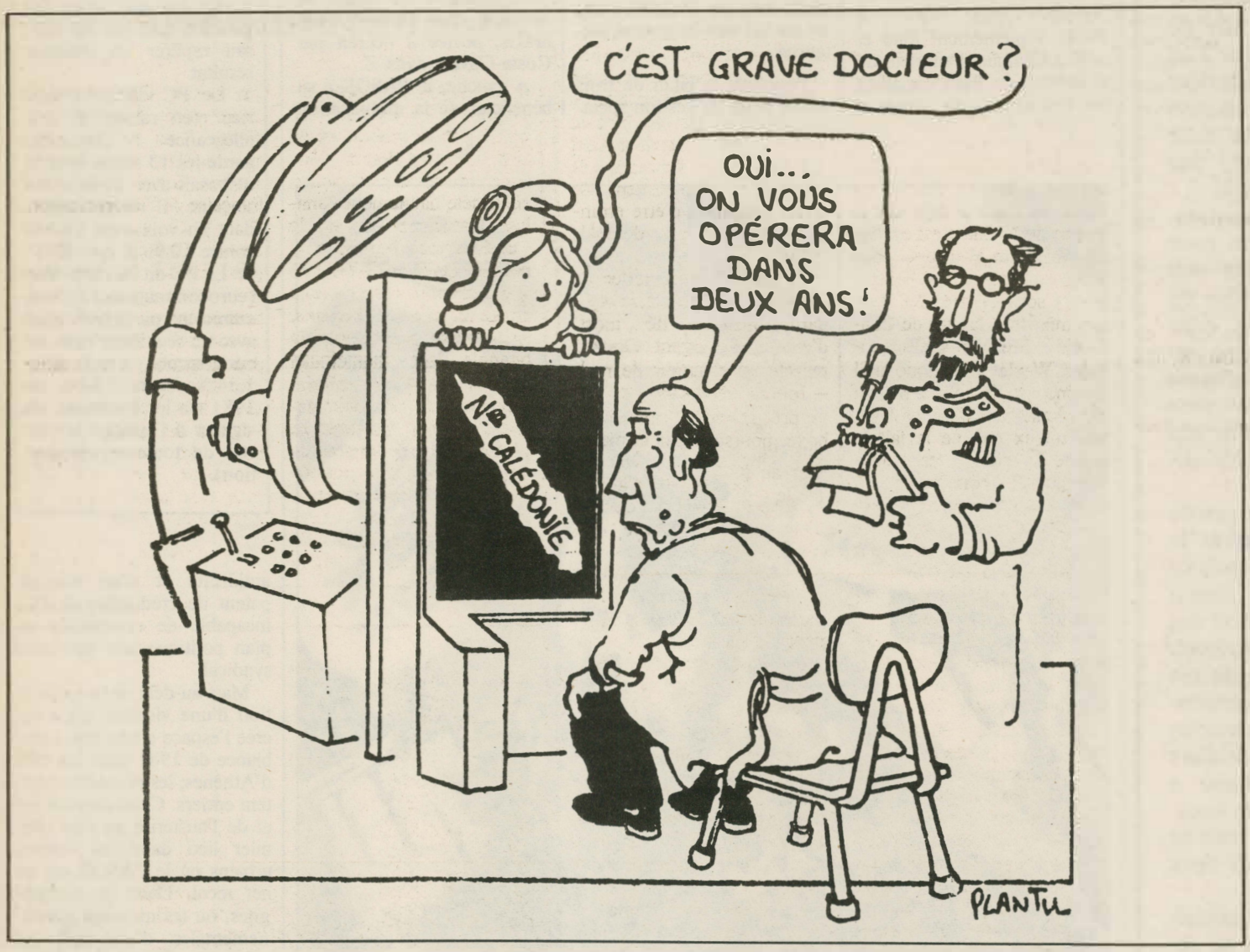
Les chausse-trapes de Fabius

La loi votée par l'Assemblée porte donc le nom de Laurent Fabius. C'est dire à quel point le gouvernement s'est engagé dans ce projet. Il invite à présent les indépendantistes kanaks à emprunter ce chemin pavé de bonnes intentions mais rempli de pièges.

Le projet de loi Fabius sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie a été adopté le 4 juin par le vote des seuls élus socialistes à l'Assemblée nationale. Le crédo de ces nouvelles dispositions est *« d'assurer l'ordre et le dialogue et* (de) *prendre en compte à la fois les intérêts des diverses communautés et les intérêts de la France »*. Il n'est pas étonnant dès lors, qu'à la notion de peuple kanak ait été préférée celle, plus floue, de *« population d'origine mélanésienne »*, noyant ainsi le peuple colonisé et la question coloniale dans des entités et des solutions « multi-ethniques ».

C'est une volonté néo-coloniale affichée qui charpente ce nouveau statut dont nous avons entrepris l'analyse détaillée dans *Rouge* n° 1158. Mais il s'agit aussi pour le gouvernement français de ne pas hypothéquer l'avenir avant les législatives de 1986. Ainsi, le référendum d'autodétermination est reporté au plus tard au 31 décembre 1987 et Paris entend, dans la période transitoire, *« réunir les conditions d'exercice du droit à l'autodétermination (...) des populations de la Nouvelle-Calédonie »*. Cette formule, qui nie la spécificité du peuple colonisé, nous rappelle qu'il s'agit toujours pour le gouvernement, d'essayer de concilier l'inconciliable ou comme le reconnaît hypocritement Edgard Pisani, *« d'une tentative pour que des intérêts apparemment contradictoires s'articulent afin de devenir complémentaires »*.

Ainsi, les nouvelles institutions coloniales, le congrès et les collectivité locales, devraient être les lieux privilégiés de cette mutation irréaliste. Les conseils de région se voulant des *« entités dans lesquelles s'exprimera la diversité des communautés »*, l'on voit bien les effets pernicieux que pourrait avoir cette politique sur la dynamique de la mobilisation indépendantiste. Il s'agit de lui faire quitter le terrain de l'action de masse pour la réintégrer, en la dénaturant, dans le cadre de la gestion d'institutions coloniales adaptées à cet objectif. Le FLNKS aura donc une partie très serrée à jouer pour parvenir à éviter un éclatement de la mobilisation indépendantiste et maintenir son action sur le terrain en même temps qu'il participera aux institutions régionales comme il l'a décidé lors de son dernier congrès de Hienghène.



Les amendements Forni

Les quelques amendements au projet Fabius apportés par la commission des lois présidée par le socialiste Forni ont représenté pour l'essentiel de nouvelles concessions à la droite. Ils tendent à réduire encore les compétences des conseils de région au profit du Congrès territorial où dominera la droite coloniale. Mais la loi Fabius est avant tout un chèque en blanc, car aussi bien les attributions précises des conseils de région que la nature des réformes économiques et sociales proposées par Paris seront déterminées par la suite sous la forme d ordonnances.

Le gouvernement de Dick Ukeiwé et l'Assemblée territoriale sera dissoute à la veille des élections régionales d'août prochain. Le haut commissaire sera ensuite doté d'importants pouvoirs, et la personnalité de Wibaux l'« Africain » illustre assez bien les perspectives du gouvernement français en ce domaine (cf. encart). La mise en place d'un conseil exécutif du territoire réunissant autour du haut commissaire les présidents des conseils régionaux, rappelle la formule du conseil Etat-territoire de la loi Lemoine. Ces conseils exécutifs devraient, selon Forni, *« jouer un rôle politique important car s'y retrouveront les responsables politiques de la Nouvelle-Calédonie et ils pourront débattre là, sans public, de l'avenir du territoire »*. Comment exprimer plus nettement l'idée de fond de la loi Fabius, qui consiste à vouloir détacher du mouvement indépendantiste une couche de dirigeants kanaks, futurs gestionnaires de conseils de région.

Enfin, en combinant dans un même scrutin les élections régionales et la désignation du congrès territorial, Paris veut entraîner le FLNKS à revenir sur l'engagement de novembre 1984 de ne plus participer à des consultations territoriales sans modifications préalables du corps électoral. La loi Fabius est donc un tissu de manœuvres pernicieuses pour tenter de détourner le peuple kanak de son objectif de lutte pour l'indépendance et le socialisme.

Le FLNKS devra se donner les moyens d'y répondre dans les semaines à venir en combinant astucieusement sa participation aux élections régionales avec des formes de mobilisation appropriées sur le terrain. C'est cette nécessaire dialectique qu'exprimait le député kanak Roch Pidjot en déclarant : *« Une fois le statut en vigueur, nous nous mobiliserons dans les institutions mais aussi sur le terrain pour continuer notre lutte pour l'indépendance. »*

Vincent Kermel

Wibaux, «l'Africain»

« Le profil du successeur en dit assez long sur les intentions politiques du gouvernement. Elles ne sont pas idiotes. Diplomate et colonial, homme d'ordre et de dialogue, Fernand Wibaux (est) *apprécié des milieux d'opposition* (...) *Sa désignation à Nouméa se veut de toute évidence un symbole politique. »* C'est ainsi que *le Quotidien de Paris* du 22 mai analysait la nomination du nouveau haut commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie.

Administrateur civil en Algérie dans l'après-guerre, Fernand Wibaux est l'exemple type du responsable colonial. Directeur de cabinet de Gaston Defferre en 1956, il contribua à l'élaboration de la loi cadre qui devait conduire les colonies françaises d'Afrique noire sur la voie de l'indépendance néo-coloniale dans les années soixante. Wibaux fut ensuite ambassadeur au Tchad de 1968 à 1972, lors de la première intervention militaire dans ce pays.

Comme l'écrit encore *le Quotidien de Paris* : *« La réputation de Fernand Wibaux est plutôt celle d'un "mainteneur d'empire" que celle d'un bradeur. »* Quel programme pour les Kanaks.

Vient de paraître

Pour un portrait de Pierre Frank

Ecrits et témoignages

LA BRECHE

Vient de paraître

Le tour de Cannes en 55 films

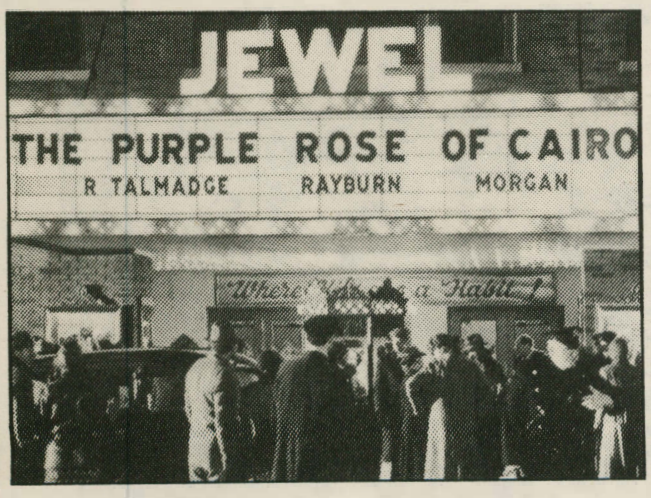
Quand s'achève le Festival de Cannes, où chaque jour vous vous attendez à une surprise, un film enfin, et que jour après jour vous ne voyez rien venir qui puisse changer un bilan globalement négatif du côté de la sélection officielle, vous changez carrément de camp, vous fréquentez assidûment les autres sections, celles d'où ne sortiront pas les palmes.

Nasdine Hodja au pays du business, film vidéo de Jean-Patrick Lebel, qui sort dans les salles en ce moment, fournit un contrepoint documentaire au film de Charef, *le Thé au harem d'Archimède*. Quand la vie tourne mal, les films qu'on tourne doivent la faire oublier. C'est le thème développé par Woody Allen dans *la Rose pourpre du Caire*. Les années trente. Cecilia gagne péniblement sa vie. Son mari, chômeur, boit et la bat. Tout ce qu'on ne doit pas trouver dans un film « opium du peuple ». Ces films dont Cecilia fait sa nourriture quotidienne. Elle en est à sa cinquième vision de *la Rose pourpre du Caire*, le film dans le film.

On se dit que les images ne peuvent pas se répéter innocemment, W. Allen joue avec les spectateurs, les cadrages bougent d'une séquence à l'autre et Tom Baxter, le héros, finit par apostropher Cecilia depuis l'écran. N'en a-t-elle pas marre de voir le même film pour la cinquième fois ? L'aventurier descend de l'écran et s'en va avec Cecilia. Le héros déserte, les autres personnages sont au chômage technique. Au Bijou, l'histoire sur l'écran est en panne, les spectateurs dans la salle sont furieux. Furieux aussi que son personnage lui échappe, et inquiet pour sa carrière, l'interprète de Tom Baxter arrive d'Hollywood. Brève idylle avec Cecilia mais les histoires d'amour ne finissent bien qu'au cinéma. Quand le film se termine, trop vite à notre goût, Cecilia pleure devant Fred Astaire et Ginger Rogers « dancing the cheek », bien accrochés dans leur image, immuable sur l'écran.

L'Egypte, la « vraie », vue par un cinéaste égyptien, l'Egypte de la campagne de Bonaparte, est au cœur du film de Youssef Chahine, film généreux, plein d'humour et de tendresse. Pas d'épopée ronflante, de hauts faits militaires, c'est peut-être ce qui a déçu. Le palmarès officiel a oublié Mohsen Mohiedinne, Michel Piccoli, prodigieux Caffarelli. Bonaparte, de Gaulle, même combat dans cette scène où le chef (Patrice Chéreau) voulant être « la mano en la mano » avec le peuple égyptien, vêtu comme les indigènes, donne des ordres à son ordonnance sur le siège de Saint-Jean-d'Acre, tout en se balançant au rythme des mélopées cairotes.

La Rose pourpre du Caire.



Latino

Autre siècle, autres conquêtes. L'Amérique centrale aujourd'hui dans le film d'Haskell Wexler, *Latino*. Un béret vert qui a déjà fait la guerre du Vietnam est envoyé en renfort au Honduras pour aider les contras. Ses compagnons sont comme lui issus des minorités latines de Californie : Mexicains, Portoricains. Wexler a expliqué qu'il destine son film à son peuple en premier lieu pour lui montrer mieux que ne le fait la presse américaine les massacres que l'on commet en leur nom. Les compagnies d'assurance ont refusé, ordre du département d'Etat, d'assurer un film qui a été tourné au Nicaragua, mais Wexler a une certaine pratique des tournages difficiles. C'est lui qui avait développé clandestinement *le Sel de la terre*.

Chris Marker est de la même génération que Wexler mais il n'est jamais passé, lui, du documentaire à la fiction. Il se contente de faire à chaque fois un nouveau film poème, ou une lettre. Sa dernière missive vient du Japon où Kurosawa tourne *Ran*. Marker refuse de faire un film parasite : piquer les images d'un autre. Alors il observe et note quelques signes, l'eau, le brouillard sur le tournage, et les vidéos de quelques vieux films de Kurosawa renvoient à d'autres notes de pluie, de brouillard noir et blanc. Dans les images Fujicolor tournées en 1985 resurgissent les souvenirs d'enfant d'A. Kurosawa, qui donne ses initiales, A. K., pour nom au film de Marker. Scènes de massacres matérialisées par des photos jaunies. Des Coréens avaient été tués par les Japonais à la suite d'un tremblement de terre, coupables d'être étrangers dans un pays de malheur.

Il faudrait aussi parler de *Détective*, de Jean-Luc Godard, histoire de mort, d'amour et d'argent. Godard recycle un chanteur de rock – Johnny Hallyday – en fait un producteur de matches de boxe, poursuivi par la mafia, prénommé Fox ou Warner, histoire de dire que l'argent derrière les images au cinéma n'est pas très propre non plus. On essaie de faire oublier au moment de Cannes que le cinéma est une industrie en faisant semblant de ne penser qu'à la fête.

On essaie d'oublier l'Histoire pour ne penser qu'aux histoires à côté de l'écran, peines de cœur des stars et autres histoires de famille. Deux exceptions de poids dans le festival cette année, distinguées par des palmes, *Papa est en voyage d'affaires* et *l'Histoire officielle* : l'Argentine des généraux et la Yougoslavie de Staline et Tito. Nous attendrons leur sortie en automne pour y revenir longuement.

Noémie Mas

Le thé au harem d'Archimède

Chronique de la France des années quatre-vingt, le film est tiré de son roman presque homonyme par Mehdi Charef ; Archi Ahmed est redevenu Archimède. Deux potes, Mahdi et Pat. L'un Magrébin, l'autre, Français. La cité où ils habitent est un peu à l'image de la France, certains sont racistes, beaufs shootés au gros rouge, ou malheureux dans la vie. D'autres comme Josette, font tous les jours le chemin de l'ANPE. Pendant ce temps, la mère de Mahdi garde son fils, il n'est pas rare qu'elle le trouve en compagnie de sa gardienne, prosternée en prière sur un tapis. Mehdi Charef montre le mélange des cultures mais aussi les intolérances, les incompréhensions. La mère de Mahdi veut qu'il retourne dans son pays, et lui reproche de fréquenter la sœur de Pat. Il montre aussi la solidarité et l'appétit de vivre, ensemble, les rêves et la réalité douce amère.

Une multitude de personnages féminins dans ce film qui subissent doublement les discriminations du chômage, du racisme, mais même les plus résignées sont des militantes du quotidien, qui veulent abolir les différences. Comme la seule fille de la bande des potes, cheveux courts et jeans, elle partage les bonheurs et les malheurs du groupe, ses violeurs racistes la puniront d'autant. C'est quoi le féminin de pote ?

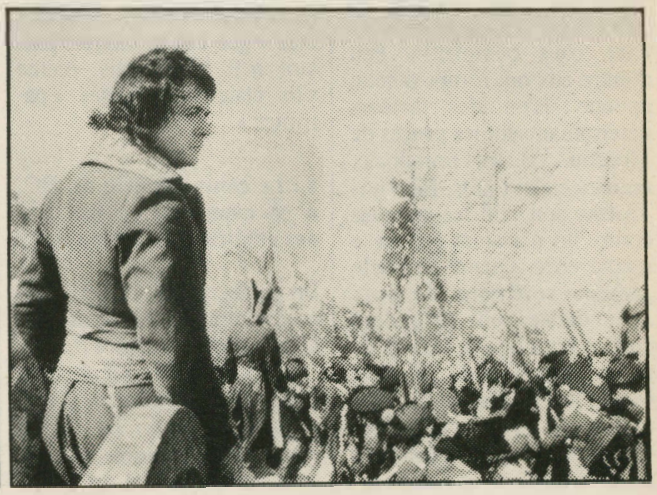
Noémie Mas

Adieu Bonaparte

Le sujet est excitant : Bonaparte en Egypte ! Raconté par le cinéma egyptien d'aujourd'hui ! Chahine, le metteur en scène, entremêle habilement l'analyse historique (devant le « conquérant » européen, le peuple égyptien n'est pas spontanément hostile : cette armée-là, se disent certains, ne va-t-elle pas balayer la tyrannie des mamelouks turcs ?) Le choc culturel (les savants qui accompagnent l'armée française ne veulent pas être impérialistes, ils croient à la possibilité d'une « bonne colonisation », et trouvent certains échos) et l'histoire individuelle (l'impossible amour du savant Caffarelli pour deux jeunes garçons égyptiens). Tout cela est bien mis en place, dans la construction écrite, et la partie française de l'interprétation, Piccoli en savant homosexuel, Chéreau en Bonaparte, voisine fort bien avec les acteurs égyptiens. Malheureusement, la réalisation est un peu asthmatique, un peu gourmée, « reconstitution historique ». Mais, tel quel, avec ces défauts, ce « regard de l'autre » sur un bout de notre histoire commune, c'est déjà trop rare, trop insolite pour négliger d'aller voir.

P.-L. Thirard.

Adieu Bonaparte.



☆ **Samedi** 22 h 30 (TF 1) Droit de réponse : « Ces princes qui nous gouvernent »...

☆ **Dimanche** 14 h 20 (TF 1) Finale des internationaux de Roland-Garros.

20 h 35 (TF 1) *Le Rideau déchiré* d'A. Hitchcock avec P. Newman et Julie Andrews. Film très moyen, annonçant les derniers (et très médiocres) films que tournera Hitchcock entre *Marnie* et sa mort. P. Newman fait ce qu'il peut, mais le scénario de ce film est non seulement filandreux, il dégage également un parfum de guerre froide assez sommaire et malsain.

22 h 30 (FR 3) *Lucrece Borgia* d'A. Gance inaugure un cycle consacré à Edwige Feuillère. Je hais le cinéma pétainiste de Gance et E. Feuillère n'a jamais fait partie de mon petit musée personnel. Alors ne vous attendez pas à de longs commentaires pendant ces cinq prochaines semaines...

☆ **Lundi** 20 h 35 (TF 1) *Une sale affaire* d'A. Bonnot avec V. Lanoux et M. Jobert. Petit polar français à la sauce provinciale... Pas de quoi délirer.

20 h35 (FR 3) *Jamais le dimanche* de Jules Dassin et M. Mercouri. Une fois parti d'Hollywood, Dassin n'a jamais réussi un seul film. Et Mélina Mercouri est une actrice à peu près aussi exécrable que Roger Hanin !

☆ **Mardi** 20 h 35 (A 2) *Duellistes* de Ridley Scott avec H. Keitel et K. Carradine. Film de petit budget mais de grande ambition, et ma foi, assez réussi, même si R. Scott s'est montré nettement plus convaincant dans *Alien* et *Blade Runner*. A voir néanmoins pour l'audace formelle et la minceur du prétexte (une nouvelle de 100 pages de Joseph Conrad).

20 h 35 *Le Cheval d'orgueil* de C. Chabrol. Il ne manque pas une dentelle ni un ruban dans cette adaptation nulle (et maniérée !) du beau roman de P.-J. Hélias. Chabrol est bien plus convaincant dans les lambris sulfureux de la bourgeoisie française (et bien plus sulfureux aussi !)

☆ **Vendredi** 23 h (A 2) Avant l'arrivée pour quelques semaines d'un cycle consacré à la comédie musicale, C-J. Philippe a choisi le film de Franju *Thomas l'imposteur* d'après Jean Cocteau, avec Fabrice Rouleau, Emmanuelle Riva et Jean Servais. C'est précisément le talent des interprètes qui rend cette adaptation acceptable.

Michel Laszlo

ENTRETIEN AVEC MAURICE RAJSFUS

Les communistes juifs dans la Résistance

Maurice Rajsfus, auteur du livre « Des Juifs dans la collaboration » (Editions EDI), vient de publier « L'An prochain, la révolution » dont le sous-titre est explicite : « Les communistes juifs immigrés dans la tourmente stalinienne 1930-1945 » (Editions Mazarine, 95 F). Nous l'avons rencontré pour discuter de l'histoire de ces militants.

□ Dans ton livre, tu as mis en lumière le destin tragique des militants juifs communistes.

Ils se sont retrouvés coincés dans une ambiguïté épouvantable. Pour la plupart, ils sont nés aux alentours de 1910, et se sont engagés politiquement au moment où l'étoile stalinienne était à son zénith. Ils sont devenus staliniens en ayant l'impression de devenir révolutionnaires. Une des activités de la sous-section juive du PC était la chasse aux opposants, dont les trotskystes.

D'après des documents de police, elle aurait été créée en 1927 et fut dissoute dix ans après. Elle, comme la Main-d'œuvre étrangère – devenue par la suite Main-d'œuvre immigrée (MOI) – se donnait pour but l'encadrement et le contrôle par le PC de tous les militants étrangers qui arrivaient de l'Est. C'est un des aspects à démythifier.

Les militants communistes juifs emboîtèrent le pas au chauvinisme du PC en lançant dans leur presse en 1937, aux futurs migrants : « Ici, c'est complet ! » Peu d'entre eux ont rompu à cette époque. L'un des facteurs déterminants fut les procès de Moscou, où les principaux accusés étaient juifs. Bien que Trotsky soit juif, les attaques contre lui n'avaient pas eu le même effet. Quant au pacte germano-soviétique, de vieux communistes juifs en parlent encore comme du « coup de poker génial » de Staline. Mais dans l'ensemble du milieu juif, comme dans les rangs du PC, pour beaucoup ce fut le désarroi et l'atomisation.

□ De quand peut-on dater les débuts de la Résistance ?

De juillet 1941, après l'attaque d'Hitler contre l'Union soviétique. Cependant, si les communistes juifs ont attendu comme le PC, ils étaient prêts les premiers. Depuis 1940, on savait ce qui se passait à Varsovie, et avant cela les juifs immigrés avaient connu les persécutions, d'où un réflexe d'auto-défense.

A partir de là, le PC veut se faire pardonner le Pacte. Beaucoup de militants ont été arrêtés lors de sa réapparition au grand jour en août 1940. Beaucoup vont tomber à partir de 1942 dans les actions « pour le communiqué », qui permettaient au PC de se refaire une image.

□ Comment s'est développée sa politique militaire ?

Elle est essentiellement le produit de la transformation de nature de l'OS, l'Organisation spéciale. Au départ, il s'agissait d'un service d'ordre, chargé notamment de la protection rapprochée des dirigeants et de l'exécution de « traîtres ». Fin 1941, elle regroupe de nombreux militants de la MOI, pour beaucoup anciens d'Espagne. C'est au début 1942 qu'elle se transformera en groupes de Francs-tireurs et partisans (FTP).

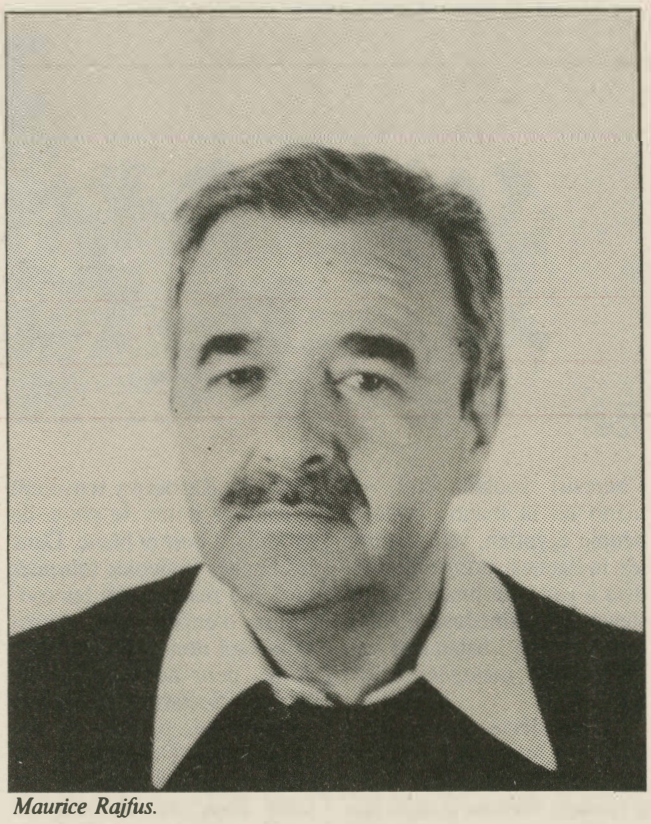
La saignée sera effroyable pour ces militants courageux, mais disposant de peu de moyens. En 1943, il ne restera plus dans les grandes villes comme Paris, Lyon, Marseille ou Toulouse que des groupes FTP-MOI, en majorité composés de juifs immigrés. Il y a eu une politique consciente d'expédier dans les maquis, où les pertes étaient moindres, les militants français plus « présentables » que ces immigrés, parlant mal le français, même s'ils étaient rebaptisés « patriotes ».

□ Le cours chauvin du PC, à ce moment, n'a pas que des explications nationales ?

En juillet 1943, l'Internationale communiste est dissoute. C'est un événement d'importance pour le PC qui cherche à entrer au gouvernement mis en place à Alger. Le PC va peu à peu prendre par ses sous-marins la tête du Front national et suivre un cours ultra-nationaliste. En même temps, il a besoin d'actions spectaculaires.

A l'automne 1943, les groupes de la MOI seront laminés. Il ne restait plus sur Paris que lesrescapés des quatre détachements MOI dirigés depuis le mois de septembre par Manouchian. Ces militants, traqués par la police et décimés par la répression, demandèrent l'autorisation de se replier. A. Rayski ne l'obtint pour les dirigeants du groupe juif qu'en juillet 1943. Manouchian ne l'obtiendra pas.

□ Une affirmation tenace du PC veut que le groupe dirigé par Manouchian n'ait été composé que de militants communistes. Qu'en est-il ?



Maurice Rajfus.

C'est une contre-vérité. A côté de militants communistes se trouvaient des combattants d'une autre sensibilité. L'un d'entre eux, Tarov, ancien officier de l'Armée rouge, avait été trotskyste. Tomas Elek n'était pas communiste. Il y avait aussi des anarchistes espagnols. Il est établi qu'il y a eu un lâchage politique de ces militants qui se savaient filés et menacés d'une arrestation imminente.

Ils sont tombés au moment où le PC se préparait à entrer au Comité de la France libre d'Alger et était persuadé qu'un débarquement allié était sur le point de se produire sur les côtes du Pas-de-Calais. L'exemple du lâchage s'est reproduit à Toulouse où l'unité de la MOI, la 35e brigade, avait le « tort » de ne pas s'en prendre qu'aux « boches », mais d'abattre aussi des notables français qui collaboraient. Evidemment, cela s'intégrait mal dans la perspective de l'union nationale. Lorsque l'information d'un coup de filet contre cette unité est parvenue à la direction des FTP, « on » a oublié de prévenir les combattants concernés. Pour l'union nationale, il fallait pouvoir chanter la Marseillaise sans accent. Il faut rappeler le mot d'André Marty en 1945 : *« Chassez moi tout ces "sky" des directions du Parti. »*

□ Arrive la Libération. Que firent les militants rescapés ?

Beaucoup d'entre eux souhaitaient poursuivre le combat politique sur place, mais la direction du PC invita les principaux responsables à aller construire le socialisme dans leurs pays d'origine... Si cela ne posait pas de problèmes majeurs aux communistes italiens dont le parti s'était replié en France, il n'en allait pas de même pour les juifs des pays de l'Est. Pourtant un certain nombre partiront.

En 1949, quand commencent les premiers procès dans les démocraties populaires, c'est aussi le procès des anciens des Brigades internationales et de la MOI. L'un des exemples les plus connus est celui d'Arthur London, qui l'a raconté dans *L'Aveu*. Il y a une continuité entre le lâchage de l'équipe de Manouchian et les procès des démocraties populaires.

□ Malgré tout cela, ton livre n'est pas désespéré.

Non ! Il faut en tirer une morale sur le stalinisme, pas sur le militantisme des communistes juifs. Je dirai qu'il faut jeter le bébé stalinien avec l'eau du bain !

Propos recueillis par Jean Lantier et Jean-Jacques Laredo

L'Affiche rouge, publiée par les nazis en février 1944. Parmi les martyrs, Boczov, auteur du premier déraillement de train effectué par la MOI à l'été 1941.

Le procès de Mosco

Les téléspectateurs devront aller dans les salles de cinéma pour voir le film d'Alain Mosco, dont *Rouge* a parlé la semaine dernière. A la suite d'une campagne virulente du PCF, un jury composé d'anciens résistants a jugé que ce film, *Des terroristes à la retraite*, était une opération de « désinformation ». Il a donc été retiré de la programmation d'Antenne 2.

M. Rajsfus, interrogé sur cette affaire, estime qu'il serait erroné de l'envisager hors d'un contexte plus général. *« Depuis soixante ans, le PC tient le mouvement ouvrier en otage. Il n'accepte pas que l'on s'exprime différemment de lui sur ce qu'il considère être ses chasses gardées. Il déclencherait une campagne similaire si quelqu'un s'avisait de tourner un film sur le procès des blouses blanches, l'affaire Lyssenko ou le Pacte germano-soviétique. L'indignation face à la non-diffusion de ce film ne doit pas se limiter au thème abordé. »*

Pour nous, il s'agit de démythifier la version idyllique de l'histoire revue par le PCF, drapé dans l'image du « parti des fusillés » et de réhabiliter la mémoire de ceux que le stalinisme s'est annexé, de restituer le sens de leur combat. Ce ne sont pas les tentatives d'exploitation par la droite qui suffiront à dénaturer le combat de ces antifascistes, qui luttaient le dos au mur pendant que la France profonde ronronnait dans la collaboration. Ce ne sont pas les vers d'un chantre du stalinisme qui suffiront à laver les mains de la direction du PCF.

J.-J. L.